



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

ETUDE « ANALYSE DIAGNOSTIQUE DU ROLE DE LA FEMME EN MILIEU PASTORAL

GCP/RAF/464/SPA - Genre



RAPPORT FINAL

Préparé par Mme Nogaye DIOP BA

Expert en Genre et Organisation

Février 2017

RESUME EXECUTIF

En adoptant une démarche de diagnostic avant l'élaboration d'un programme ciblé sur la femme en milieu pastoral, la FAO et la Coopération Espagnole s'inscrivent dans un processus organisé d'intégration des besoins des femmes dans le futur programme.

En effet cette démarche contribue à l'identification des écarts dans les dimensions multiples de la vie des femmes.

La présente étude aborde l'état de la situation du rôle de la femme en milieu pastoral, notamment dans les dimensions suivantes ;

- ❖ La situation des femmes dans la sphère familiale
- ❖ Le rôle et le statut des femmes dans la sphère productive
- ❖ La participation aux instances de prise de décision
 - dans les institutions rurales
 - en milieu pastoral
 - dans les structures spécifiques à l'élevage
- ❖ L'Appui des structures étatiques, ONG et organismes des Nations unies ;
- ❖ Les besoins spécifiques en vue d'améliorer la situation ;
- ❖ La cartographie des principaux acteurs
- ❖ Les principales conclusions et recommandations.

PRINCIPAUX CONSTATS

Pour assurer leur rôle de soutien à la contribution du secteur dans le PIB, les femmes ont besoin de plus de leadership dans le domaine économique. Les objectifs de l'entreprenariat féminin à l'horizon 2025 constituent un enjeu de taille auquel les secteurs les plus performants doivent participer.

En rapport avec les tâches et rôles dans la sphère domestique

A côté des tâches ménagères, les femmes en milieu pastoral assurent des rôles au plan communautaire tels les badiennes Gokh avec plus ou moins de réussite. Le contact avec les membres de la communauté confrontés à des problèmes de santé et le réconfort qu'elles apportent constitue un changement positif dans la façon de regarder la vie pastorale.

Elles assurent les charges domestiques en plus des tâches liées aux soins du petit cheptel. Elles produisent du lait destiné à la vente en vue de nourrir la famille.

En rapport avec la sphère productive

Au niveau de la sphère de production apparaissent de multiples problèmes liés aux blocages culturels, à l'accès aux ressources productives, mais aussi au laxisme des organisations de producteurs/trices.

Du point de vue des revenus, les femmes ont moins d'opportunités que les hommes et sont financièrement indépendantes. Toutefois ces derniers appuient par l'achat de stock d'aliments sur les loumas, en cas de nécessité. L'accès à l'éducation reste faible, malgré les progrès enregistrés en milieu pastoral. Des percées sont notées au niveau de l'éducation des filles, mais il convient de réorienter les actions vers la formation professionnelle.

En rapport avec l'accès au pouvoir et la prise de décision

Les femmes ont moins de pouvoir au plan familial, car ne contrôlent pas les ressources liées à la vente du bétail, qui constituent la principale ressource des familles. D'où elles ont moins d'opportunités à diversifier leurs activités.

Au plan social et communautaire, le peu d'accès à la ressource formation les décourage à prendre des initiatives communautaires (sauf pour celles qui ont été à l'école), ou à participer à la vie politique ou sociale.

En rapport avec la participation

Les femmes ont un engagement limité dans les affaires de la communauté. Elles font face à beaucoup de restrictions et ont moins d'influence sur la vie de la communauté.

Au niveau global, beaucoup de changements aux plans juridique, économique, social sont en cours. Toutefois, face aux questions d'accès aux ressources, à la prise de décision et à la participation, les femmes sont encore démunies dans le contexte actuel.

Une telle situation est très peu susceptible de favoriser le leadership, notamment social pour changer en profondeur les rôles et le statut des femmes en milieu pastoral.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations se situent au niveau des conditions de vie et intérêts stratégiques, mais aussi de l'environnement du secteur :

Au niveau des conditions de vie et intérêts stratégiques des femmes, les recommandations vont dans le sens :

- d'un meilleur accès aux ressources pour les femmes
- de l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- du renforcement organisationnel (renforcement des capacités des femmes en organisation et gestion)
- de l'amélioration du cadre institutionnel
- de la réduction de la vulnérabilité liée à la mobilité
- de la lutte contre les barrières sociales.

Au niveau des mesures liées à l'environnement du secteur, les recommandations portent sur :

- la production de statistiques désagrégées suivant le genre
 - ✓ Au même titre que les marchés de référence du commissariat à la sécurité alimentaire, mettre en place des ménages de référence, qui participent au suivi des indicateurs de revenus, de suivi des effectifs de cheptel, de l'alimentation, de suivi du budget consommation ;
 - ✓ Assurer la remontée des données au niveau méso des services régionaux de l'élevage et ARD ;
 - ✓ Appuyer le projet de recensement exhaustif du Ministère des finances/Ministère de l'élevage ;
 - ✓ Associer le Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille au projet de recensement ;
- la mise en synergie des actions entre le secteur élevage et les secteurs transversaux
 - ✓ Promouvoir toutes les actions permettant à la femme de jouer son rôle dans le cadre de la lutte contre la vulnérabilité et la pauvreté, en particulier en milieu pastoral.
 - ✓ Mieux associer les régions concernées par l'élevage et le pastoralisme dans le cadre du programme pays de l'Unicef, notamment dans sa composante survie de l'enfant et de la femme et éducation inclusive
 - ✓ Développer des passerelles innovantes articulées au secteur élevage pour améliorer la qualité de l'éducation et l'insertion des jeunes (filles et garçons) en relation avec le Ministère de la formation professionnelle
 - ✓ Accroître l'appui de tous les secteurs transversaux pour l'amélioration du rôle et du statut de la femme en milieu pastoral.

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	1
• En rapport avec les tâches et rôles dans la sphère domestique	1
• En rapport avec la sphère productive.....	2
• En rapport avec l'accès au pouvoir et la prise de décision.....	2
• En rapport avec la participation	2
SOMMAIRE.....	4
I. LE CONTEXTE.....	8
L'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) est une entité de, la Coopération Espagnole qui appuie le Sénégal dans les secteurs prioritaires de l'éducation, la santé, la formation professionnelle, l'environnement ou encore l'équité de genre.	9
Les relations entre les deux pays se sont consolidées avec l'élaboration d'un document stratégique commun qui établit les priorités de coopération pendant la période 2014-2017.....	9
II. OBJECTIFS DE L'ETUDE ET RESULTATS ATTENDUS.....	9
2.1. Objectifs de l'étude.....	9
2.2. Résultats attendus	10
III. METHODOLOGIE	10
IV. ETAT DES LIEUX.....	12
4.1. DESCRIPTION DE LA SITUATION DES FEMMES DANS LA SPHERE FAMILIALE	12
412. Revenus, dépenses et prise de décision	15
413. Alimentation/nutrition/santé :	15
414. Aspects éducation.....	16
4.2. ROLE DES FEMMES DANS LA SPHERE PRODUCTIVE	16
4.2.1 L'accès aux actifs productifs	16
4.2.1.1 Accès au bétail (statut de propriétaire).....	16
4.2.1.2 Accès aux ressources fourragères	17
4.2.1.3 Accès aux ressources en eau, aliment de bétail et foncier.....	17
4.2.1.4 Accès au foncier	17
4.2.1.5 Les équipements et infrastructures de transport.....	18
4.2.1.6 Les équipements et infrastructures pour les activités spécifiques de transformation du lait	18

4.2.1.7	Production de lait, accès aux marchés et écoulement des produits	18
	Dans les institutions rurales.....	19
	Dans les organisations professionnelles en milieu pastoral.....	19
4.3.	APPUI DES STRUCTURES ETATIQUES, ONG ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES.....	20
4.3.1	Structures et programmes étatiques.....	20
4.3.2	Les ONG en appui à la CLM.....	21
4.3.3	Les organismes des Nations Unies :.....	22
44.	PRINCIPAUX ACQUIS ET CONTRAINTES, OPPORTUNITES ET MENACES	22
	Les acquis.....	22
4.3.4.1	Niveau global	23
4.3.4.2	Les facteurs de vulnérabilité en général (hommes et femmes)	23
4.3.4.3	Facteurs de vulnérabilité spécifiques aux femmes et liés au mode de vie pastoral .	23
a.	Mobilité.....	23
b.	Barrières sociales	23
c.	Les barrières économiques,.....	23
d.	Problèmes d'accès et d'utilisation des services sociaux de base	23
6.1.	BESOINS SPECIFIQUES AUX FEMMES AU NIVEAU GLOBAL DU MILIEU PASTORAL	24
6.2.	BESOINS SPECIFIQUES AUX COMMUNES	25
VII.	LA CARTOGRAPHIE DES ACTEURS.....	26
VIII.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	26
	• En rapport avec les tâches et rôles dans la sphère domestique	26
	• En rapport avec la sphère productive.....	27
	• En rapport avec la participation	27
	ANNEXES.....	30
	ANNEXE 2 : METHODOLOGIE	33
	ANNEXE III TABLEAUX DES EFFECTIFS ET POTENTIALITES SUIVANT LES REGIONS.....	0
	ANNEXE IV. : DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES SUIVANT LES COMMUNES.....	0
	ANNEXE V. : TABLEAU DETAILLE : PRÉVALENCE DE LA MALNUTRITION AIGUË CHEZ LES ENFANTS DE 6 À 59 MOIS PAR RÉGION	18
	ANNEXE 6 BIS : ATOUTS EN CAPITAL HUMAIN DANS LES REGIONS ET ZONES ECO-GEOGRAPHIQUES.....	24
	ANNEXE VII : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS	0
7.1.	REGION DE LOUGA.....	0
7.2.	REGION DE TAMBACOUNDA	3
7.3.	SAINT LOUIS.....	5
7.4.	REGION DE MATAM.....	7

4.2.2.1 **ANNEXE 9 : Tableau des effectifs de conseillères dans les collectivités locales 9**

ANNEXE 7 : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

ANNEXE 8 : TABLEAU DES EFFECTIFS DES CONSEILLEERES PAR COMMUNE

ANNEXE 9 : PRINCIPAUX DOCUMENTS CONSULTES

SIGLES ET ABREVIATIONS

AECID : Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement

ACF : ONG Action contre la Faim

ADENA : Association pour le Développement de Namarel

ANSD : Agence Nationale de la statistique et de la démographie

ANCAR : Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural

CLM : Cellule de lutte contre la malnutrition

CSA : Commissariat à la Sécurité Alimentaire

CERFLA : Centre d'études, de recherches et de formation en langues africaines

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

ISRA : Institut Sénégalais de Recherche Agricole

IESA : Initiative Eau et Sécurité Alimentaire en Afrique

FNRA : Fonds National de Recherche Agricole

LPSD : Lettre de Politique Sectorielle de Développement

MEPA : Ministère de l'Elevage et des Productions Animales

MEFP : Ministère l'Economie, des Finances, de et du Plan

MFEF : Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille

OIF : Organisation Internationale de la Francophonie

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PIDES : Programme d'appui au Développement économique et social

PASNEEG : Programme d'appui à la stratégie Nationale d'équité et d'égalité

PASA Lumakaf : Projet d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine

PUDC : Programme d'urgence de développement communautaire

- FONSTAB** : Fonds d'appui à la stabulation
- PADAER** : Programme d'appui au développement de l'entreprenariat rural
- PAFA** : Programme d'appui aux filières agricoles
- PEPAM** : Programme d'eau potable et d'assainissement du Millénaire
- PDESOC** : Projet de développement de l'élevage au Sénégal Oriental et en Haute Casamance
- PRAPS** : Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel
- PRACAS** : Programme de relance et d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise
- NASAN** : Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition
- ONU Femmes** : Organisation des Nations Unies pour la Femme
- MDE** : Maison des Eleveurs
- OPE** : Organisation professionnelle de l'élevage
- RBM** : Réseau Bellital Maroobe
- Unicef** : Organisation des Nations Unies pour l'enfance
- OFOR** : Office des Forages Ruraux
- WAAPP** : Programme de productivité et de production agricole en Afrique de l'ouest

I. LE CONTEXTE

I.CONTEXTE REGIONAL ET SOUS REGIONAL EET NATIONAL DU GENRE

Le contexte du genre dans la Région Afrique et la sous-région s'appuie sur des conventions, chartes, déclarations d'une part, sur des stratégies et programmes d'appui d'autre part au niveau de l'Union africaine, de l'UEMOA, de la CEDEAO et au niveau national.

11.DECLARATIONS AU NIVEAU AFRICAIN

- ✚ Déclaration des chefs d'Etat de l'Union Africaine sur Egalité homme / femme de juillet 2004 :
- ✚ Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes Maputo) (2005).
- ✚ Toutefois malgré d'importants programmes mis en place, les différents rapports du PNUD, sur le développement humain durable du Sénégal, soulignent la persistance de fortes inégalités des niveaux de vie entre les hommes et les femmes, qui constituent des facteurs importants de la pauvreté, particulièrement de la pauvreté féminine.

12.DECLARATIONS, STRATEGIES ET PROGRAMMES AU SEIN DE L'UEMOA

L'UEMOA a affirmé sa volonté de promouvoir les femmes et d'atteindre l'égalité des genres malgré l'importance des défis. Pour y faire face, des programmes concrets ont été formulés :

- ✚ un programme d'encadrement des femmes rurales qui leur fournirait non seulement les connaissances essentielles pour une meilleure production agricole, mais aussi une Commercialisation dans les périphéries, les transformations par la mise en place de petites unités ;
- ✚ un programme d'enseignement technique et professionnel pour les filles et les femmes et le soutien à la création de PME et PMI pour elles ;
- ✚ un programme de recherche au niveau de l'enseignement supérieur sur la médecine Traditionnelle et l'implication dans un tel programme des femmes qui la pratiquent.

13. DECLARATIONS, STRATEGIES ET PROGRAMMES AU SEIN DE LA CEDEAO

- ✚ Acte additionnel de la CEDEAO sur l'égalité H/F en 2016
- ✚ Stratégie genre du parlement de la CEDEAO 2010-2020
- ✚ Le programme "Initiative Eau et Sécurité Alimentaire en Afrique " (IESA) appuyé par la coopération espagnole
- ✚ Le programme sous régional PRAPS (appuyé par la Banque mondiale) doté de points focaux genre et d'un Plan d'action genre avec un objectif d'au moins 30% de femmes selon de document du Projet (PAD).

I4.AU NIVEAU NATIONAL

L'étude de la problématique de la femme en tant qu'actrice de développement se développe dans un cadre favorable avec la stratégie nationale en cours de révision. Elle est encadrée par plusieurs programmes appuyés par les partenaires techniques et financiers, dont la Coopération espagnole.

L'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) est une entité de, la Coopération Espagnole qui appuie le Sénégal dans les secteurs prioritaires de l'éducation, la santé, la formation professionnelle, l'environnement ou encore l'équité de genre.

Les relations entre les deux pays se sont consolidées avec l'élaboration d'un document stratégique commun qui établit les priorités de coopération pendant la période 2014-2017.

Ainsi le projet **Initiative Eau et Sécurité Alimentaire en Afrique " (IESA), phase II**, bénéficie de l'appui financier de la Coopération Espagnole, sous le titre **GCP/RAF/464/SPA – Genre "** avec la supervision technique de la FAO.

Il importe de reconnaître la prise en charge de la place de la femme dans la conception des politiques actuelles de développement, notamment en ce qui concerne la femme éleveur.

En effet, la Loi d'Orientation Agro-Sylvo- Pastorale (**LOASP**) reconnaît l'élevage et le pastoralisme comme activité productive à part entière (article 44) et prévoit la définition d'une nouvelle politique foncière (article 23) favorisant l'accès des femmes et des jeunes aux ressources foncières. Elle prévoit en son article 24 la définition et la mise en œuvre d'un régime de protection sociale agro-sylvo-pastorale soutenue par l'Etat. En outre la réforme du secteur de l'eau en milieu rural, à travers la création l'Office des Forages ruraux (**OFOR**) offre aux organisations de femmes l'opportunité de participer plus efficacement à la gestion de l'eau en milieu rural.

Enfin, la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) et l'adhésion récente du Sénégal à la **Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN)** constituent des perspectives d'une plus grande participation des femmes dans la transformation structurelle de l'économie, avec un renforcement de leur rôle dans les secteurs de l'eau et de la sécurité alimentaire. D'où l'intérêt de l'analyse du rôle de la femme dans les différents secteurs, notamment de l'élevage qui contribue à hauteur de 5% au Produit Intérieur Brut (PIB) et occupe environ 40% de la population rurale. Toutefois les statistiques importantes des régions, mais non désagrégées selon les hommes et les femmes semblent négliger la part relativement importante que jouent ces dernières en tant que propriétaires de bétail, productrices de lait et de sous-produits.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE ET RESULTATS ATTENDUS

2.1. Objectifs de l'étude

Sous la supervision générale du Représentant de la FAO au Sénégal et le suivi technique des Experts en élevage et des points focaux genre de la FAO au Sénégal, l'objectif général de l'étude est de réaliser une analyse diagnostique du rôle de la femme en milieu pastoral au Sénégal.

De façon plus spécifique, la présente étude vise à dresser la situation exhaustive du rôle de la femme en milieu pastoral, particulièrement dans les zones traditionnellement pastorales (des régions de Louga, Saint-Louis, Matam et Tambacounda).

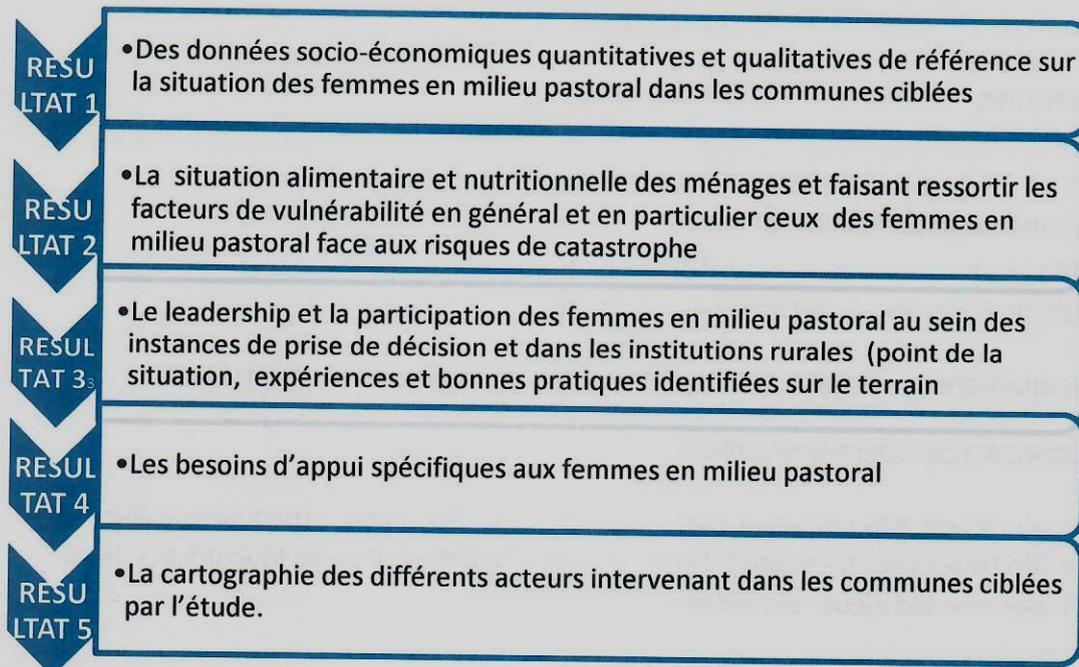
La description de la situation comprendra entre autres :

- ✚ les différents aspects des conditions de vie (accès aux ressources, activités en rapport avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle, revenus etc....)
- ✚ ainsi que les dimensions relatives à la femme au foyer, au contrôle sur les biens du ménage, à la participation dans la communauté et dans les prises de décision.

Les TDR détaillés figurent en annexe.

2.2. Résultats attendus

Les résultats attendus de l'étude concernent un rapport final en version numérique intégrant :



III. METHODOLOGIE

L'étude a été conduite sur la base d'une approche participative, avec l'utilisation de questionnaires et guides d'entretien. Outre les régions, les départements, communautés et organisations de producteurs, la consultante a rencontré les autorités centrales (Cabinet du ministre de l'élevage, et certaines parties prenantes (projets et programmes élevage) au niveau national.

31. DIFFERENTES ETAPES DE L'ETUDE

Le processus comprenait les différentes étapes ci-après :

311. Documentation et collecte de données secondaires au secteur, sur les communautés, les OP et les ménages éleveurs
312. Echantillonnage des cibles à étudier pour les quatre régions
313. Finalisation de la méthodologie
314. Prise de contact avec les Ministères et acteurs impliqués au niveau national
315. Phase terrain
316. Phase entretiens individuels et focus group
317. Phase traitement et analyse des données
318. Phase rédaction du rapport provisoire de l'étude
319. Rapport final

320. Restitution

32. ECHANTILLONNAGE

Compte tenu du temps disponible et des ressources allouées, le ciblage s'est basé sur un échantillon stratifié et raisonné.

33 CIBLES A ETUDIER

- Etude sur les 4 régions de Louga, Saint-Louis, Matam et Tambacounda
- Sélection d'un département par région
- Identification d'une commune par département
- Ciblage de 6 ménages à enquêter par commune

342. CARACTERISATION DES COMMUNAUTES ET ECHANTILLON DES FAMILLES ETUDIEES

3421. CARACTERISATION DES COMMUNAUTES

De façon générale les espaces pastoraux sont caractérisés par différentes formes de mobilité et une superposition d'activités pour faire face à la vulnérabilité. Toutefois, il existe toujours des traits dominants et des caractéristiques secondaires

1. Traits distinctifs au niveau des communautés étudiées :

Tambacounda / Payar : avec une dominante agro-pastorale, est fréquemment envahie par des troupeaux transhumants venant de toutes les zones éco-géographiques du Sénégal et des pays limitrophes de la Mauritanie et du Mali

Saint louis /Fanaye: élevage pastoral dans la zone du diéri, en complémentarité avec les activités agricoles du walo

Louga /Dodji : zone par excellence d'élevage transhumant, c'est-à-dire la migration périodique d'une partie ou de tout le bétail à la recherche de fourrage ou d'eau. Pourtant c'est aussi une zone de nomadisation pour des troupeaux venant de la Mauritanie.

Matam : Loubol Samba Abdoul : agro-pastoral

Du point de vue des caractéristiques secondaires, les stratégies pour faire face à la vulnérabilité s'appuient sur les activités traditionnelles de cueillette ou de diversification des activités. Ainsi avec les nouveaux programmes hydrauliques, beaucoup de communautés ont tendance à réaliser des extensions, permettant aux organisations féminines de s'investir dans les jardins potagers. La finalité de ces investissements est de lutter contre la vulnérabilité et de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment au niveau des enfants.

3422. Traits distinctifs au niveau des familles étudiées

Le ciblage des familles a été fait avec l'appui des secrétaires communautaires. Le tirage a été réalisé essentiellement à partir de la base des données des familles vulnérables disponible au niveau communal. Le concept de vulnérabilité dans le contexte de cette étude prend en compte les familles transhumantes structurellement pauvres et celles ayant été réduites à la vulnérabilité du fait des chocs récents, notamment du déficit pluviométrique de 2014.

Ainsi, plutôt que d'aborder l'étude sous l'angle strict de la typologie (famille sédentaire, nomade, transhumant, agro-pasteur etc..) nous avons associé les critères du niveau de vulnérabilité, d'activité principale et d'activité secondaire.

La répartition des six familles étudiées par commune est la suivante :

- ✚ **Dodji** : 3 familles strictement transhumants, 2 agro-pasteurs et un sédentaire ;
- ✚ **Loumbol Samba Abdoul** : deux familles transhumantes ayant perdu tout le gros cheptel à cause des maladies, deux autres ayant fortement subi des cas de vol de bétail, phénomène accentué par l'étendue de la zone.
- ✚ **Fanaye** : 6 familles transhumants d'effectifs élevé de bétail dont une en voie de sédentarisation pour raison de cheptel bovin complètement décimé ;
- ✚ **Payar** : 3 familles associant l'agriculture et l'élevage, 1 associant la conduite du troupeau avec le commerce et deux sédentaires qui s'activent uniquement dans l'élevage.

IV. ETAT DES LIEUX

4.1. DESCRIPTION DE LA SITUATION DES FEMMES DANS LA SPHERE FAMILIALE

Taille des familles, taille des cheptels et répartition des taches

4111 : Les effectifs minimum et maximum /taille des familles sont les suivants :

Effectif	Dodji	Loumbol S Abdou	Fanaye	Payar
Minimum	6	6	12	8
Maximum	24	26	19	16

La taille des ménages varie selon les zones. En effet, les effectifs minimum et maximum sont de 6 et 24 pour la Commune de Dodji, de 6 et 26 pour Loumbol samba Abdoul/Oudallaye, de 12 et 19 pour celle de Fanaye et de 8 et 16 pour la commune de Payar.

4112 : Au niveau du cheptel les effectifs minimum et maximum sont les suivants :

La taille du cheptel est fonction de la typologie des familles (sédentaire, nomade, transhumant, agro-pasteur). Les effectifs minimum et maximum pour les femmes et pour les hommes sont ainsi répartis

Communes	Femmes		Hommes	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Dodji	0	42	5	153
Loumbol samba Abdoul	0	60	31	150
Fanaye	0	280	4	270
Payar	7	26	7	76

Pour la Commune de Dodji, les effectifs minimum sont de 0 pour les femmes et de 5 pour les hommes. . Les effectifs maximum sont de 42 têtes de bétail pour les femmes et de 15 pour les hommes. Les femmes sans bétail ou presque sont au nombre de 3 dont deux ayant les vaches mortes pour raison de maladie et une s'adonnant au petit commerce de produits forestiers. Le ménage ayant le plus faible effectif de bétail est en même temps agriculteur (culture de maïs et niébé sur 1 ha de terrain).

Dans la commune de Loumbol, les effectifs minimum sont de 0 pour les femmes et de 31 pour les hommes. Les effectifs maximum sont de 60 têtes de bétail pour les femmes et de 150 pour les hommes. Les femmes

sans bétail ou presque pas sont au nombre de 3 sur les 6 dont une pour raison de santé suite à un accouchement, une pour raison d'abandon par son mari (avec 5 chèvres pour prendre en charge sa famille, une qui a perdu ses vaches et moutons pour raison de maladies ou de vols, il lui reste 30 chèvre pour entretenir sa famille.

Dans la commune de Fanage, les effectifs minimum sont de 0 pour les femmes et de 4 pour les hommes. Les effectifs maximum sont de 280 têtes de bétail pour les femmes et de 270 pour les hommes. On constate sur les 6 ménages une femme sans bétail, ayant perdu tout son cheptel du fait de la baisse pluviométrique de 2014.

Le chef de ménage homme disposant du minimum de bétail est dans un ménage ouloff, tôlier de métier et dont le cheptel est entre les mains d'un berger. Sa femme possède des petits ruminants, dont elle s'occupe elle-même.

Dans la commune de Payar, les effectifs minimum sont de 7 pour les femmes et de 7 pour les hommes. Les effectifs maximum sont de 26 têtes de bétail pour les femmes et de 76 pour les hommes. On constate sur les 6 ménages trois hommes ont des effectifs qui tournent autour 7, 7 et 11, dont de faibles effectifs. Un chef de ménage femme possède un effectif limité de petit cheptel, mais dispose d'une superficie plutôt élevée de terre de culture héritées de son mari et de son grand père (3 parcelles de culture)

4113 .Concernant les activités et taches au sein des ménages, la situation est la suivante :

Les activités principales sont la conduite du troupeau pour l'homme et les soins du ménage et du petit bétail pour la femme. Sur les sites de transhumance la femme a un rôle prioritaire. Pendant que l'homme conduit et s'occupe de la sécurité du bétail, la femme organise son temps de travail dans le campement, l'installation des tentes, la cuisine etc. de façon autonome. Elle s'occupe des activités domestiques, de l'approvisionnement en eau et du transfert des bagages, des soins aux enfants et du petit bétail lors des déplacements d'un lieu de transhumance à l'autre.

Les activités de l'homme concernent en général la conduite du troupeau en transhumance, des arrêts au niveau des forages et pour les soins du gros cheptel. Homme et femme conviennent des moments de pause pour permettre à l'homme qui progresse à pied de rejoindre le reste du convoi. Les sites de repos sont bien identifiés durant la mission de prospection de départ. Ils correspondent en général à des lieux connus de sources d'eau ou fauniques. La direction à suivre par la suite et la décision de rester sur place pour un temps sur un site est du ressort de l'homme.

La situation peut différer selon les Communes. Dans certaines localités comme TATKI dans la commune de Fanaye, il peut arriver qu'une femme conduise le troupeau avec l'appui d'un berger. Dans une telle situation le campement n'est pas très éloigné du village et le cheptel concerne les petits ruminants (ovins et caprins). Cela se passe aussi dans les familles polygames où la femme restée à la maison s'occupe des travaux domestiques. Pendant ce temps l'homme chef de ménage alterne visite dans les campements des petits ruminants et celui des bovins et dans la famille restée sur place (Voir pour plus de détails en annexe 7, les données socio-économiques des communes, colonnes 3, 4 et 5).

Des activités secondaires sont notées dans quelques ménages, autant au niveau des hommes que des femmes. Dans la commune de Dodji, il arrive que l'homme s'investisse dans des activités de collecte de werék (gomme arabique) et de cultures céréalières, surtout quand la taille du cheptel le permet, Pendant ce temps la femme s'investit dans la cueillette et la vente de produits forestiers.

Dans la commune de Loumbol Samba Abdoul/Oudallaye et dans la commune de Ranérou, où beaucoup de bénéficiaires ont été formées, des femmes s'investissent dans la transformation du fromage local " Bouddi Cossam" et dans le jardinage dans les maisons. Dans la Commune de Fanaye,

plus précisément à Tatki, les femmes de sept villages des alentours ont bénéficié d'une parcelle de 5 ha, appuyés par une ONG locale dans le cadre de la sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition. Cette aire de production a transformé la vie des femmes (voir analyse alimentation et santé des familles). Toutefois les bénéficiaires estiment très élevées les contributions mensuelles individuelles pour payer la facture d'eau. L'arrosage se fait à partir de l'extension du forage et malgré le montant forfaitaire, les revenus tirés des cultures ne permettent pas d'assurer l'équilibre financier de la gestion de la parcelle. Bien au contraire, la production est en grande partie réservée pour l'équilibre de l'alimentation des familles.

Dans la commune de Payar, les femmes s'investissent aussi dans le maraichage à côté des activités ordinaires du ménage et celles liées à l'élevage. Toutefois il leur manque des intrants de qualité, des équipements d'arrosage allégés, un système de gestion appropriée.

41131. Temps de travail journalier/ conditions de l'approvisionnement en eau

411321. Temps de travail journalier des femmes dans les Communes étudiées

Ménages Communes	Ménage 1	Ménage 2	Ménage 3	Ménage 4	Ménage 5	Ménage 6
Dodji	9H	12H	6H	6H	12H	6H
Loubol samba Abdoul	6H	4H	8 H	4H	12H	4H
Fanaye	6H	4H	4H	4H	4H	6H
Payar	8H	8H	6H	6H	8H	6H

De façon globale, les heures de travail sont plus élevées dans les ménages de la commune de Dodji, suivis des ménages de la commune de Payar, puis de Loumbol et enfin de Fanaye.

L'explication se trouve dans la composition hommes/femmes et filles/garçons des familles et de l'existence de la monogamie au sein de certains ménages. Ces deux facteurs constituent des éléments qui influent sur le temps de travail. Les jeunes filles du ménage participent aux activités de soins et à l'abreuvement du petit bétail et à la cuisine (ménage 4 de Loumbol avec la présence de 4 filles sur une famille de 9 personnes, familles de fanaye de taille moins élevée avec une forte présence de filles et de femmes). Dans les ménages polygames, les coépouses se chargent des tâches domestiques à tour de rôle de 2 à 4 jours pour chaque femme. Plus le nombre de coépouses est important, plus le temps de travail domestique individuel des femmes baisse. Ainsi les femmes acquièrent plus d'autonomie d'actions au plan individuel.

41322. Conditions de l'approvisionnement en eau

L'approvisionnement en eau dépend de la structure féminine de la famille (présence féminine et polygamie dans le ménage) de la taille du ménage et du cheptel et des conditions d'approvisionnement (distance du forage, type d'équipements, moyens de transport).

De façon générale, les femmes profitent des jours de marché hebdomadaire pour écouler la production de lait accumulée durant la semaine, acheter les biens de consommation pour la famille, s'approvisionner en eau jusqu'au prochain jour de marché.

En effet, la plupart des marchés sont installés à côté des forages, ce qui permet aux populations pasteurs de résoudre plusieurs problèmes dans la journée. Différentes stratégies sont mises en place

par les ménages pour résoudre le problème de l'éloignement des points d'eau et le calvaire du transport de l'eau :

- ✚ Pour les ménages nanties : approvisionnement à bord de véhicule 4x4 doté de réservoirs en plastique 1000 litres (ménage No 1 de Fanaye) ;
- ✚ Pour les ménages moyens (réservoir 1000 litres avec équipement tricycle ou bidons de 10 litres (ménage No 5 de Dodji, ménage 2 de Loumboul).
- ✚ Pour les familles démunies : outre en peau de chèvre ou de vache tiré par une charrette à âne (ménage 3 et 6 de Payar).
- ✚ Programmation de l'approvisionnement en eau (et pour les légumes) pour tous les ménages suivant les jours de marchés.

Malgré les stratégies de dotation hebdomadaire du ménage en eau, les déficits existent surtout pour les familles démunies. En effet pour ces dernières, il existe un déséquilibre entre les besoins en eau de la famille et du cheptel et les moyens mis en œuvre en termes de moyens de transport (charrettes et ânes), d'équipements (bidons, outres, réservoir 1000 litres), de nombre de personnes affectées à cette tâche dans la famille. Il s'en suit des stratégies alternatives d'approvisionnement à partir de puits (Payar) et de cuvettes (Dodji) durant les périodes intermédiaires des jours de marché, pour satisfaire le déficit des besoins du cheptel, quelquefois des humains.

412. Revenus, dépenses et prise de décision

Les revenus sont fonction des effectifs du cheptel et des quantités de lait produites par famille et commercialisés par la femme. L'explication se trouve dans le fait que pour l'éleveur, le cheptel constitue un tout qui assure les besoins de subsistance de la famille, la couverture sociale et matérielle.

Les dépenses sont strictement en corrélation avec les effectifs. Elles sont surtout liées à la survie et aux soins du cheptel. C'est ainsi que malgré les apparences, la prise de décision est liée au niveau de propriété sur le cheptel, mais aussi à la capacité à participer à la survie du cheptel (sécurité).

On remarque de façon générale que les femmes effectuent les dépenses quotidiennes d'alimentation et de condiments pour les repas et charges scolaires, pendant que l'homme s'occupe des grandes dépenses lors des cérémonies familiales et fêtes religieuses. Toutefois, dans les ménages aisés, l'homme fait une dotation de stocks de riz et d'huile pour atténuer les dépenses de la femme.

La prise de décisions dans la sphère familiale commence par la décision de transhumer. Le chef de ménage homme entreprend une visite de prospection dans les zones potentielles de fourrage, fixe le lieu et la date de départ. La femme organise le transport de la nourriture, des ustensiles de cuisine, des enfants et du petit bétail non habitué aux longs voyages. Un troupeau d'une dizaine d'ânes et de charrettes est mis à sa disposition.

413. Alimentation/nutrition/santé :

Le nombre et le type d'aliments est très limité. En effet on constate l'utilisation des mêmes aliments ou préparations consommés dans les mêmes périodes de l'année et à une très forte fréquence. Les préparations sont constituées principalement de coucous et de lait le matin, de riz, d'huile et de poisson fumé ou séché pour le déjeuner et de couscous ou mbakhal pour le diner. Les repas varient peu tout au long de l'année.

Les réactions du ménage en cas de situation de crise alimentaire consistent à économiser sur le nombre de préparations par jour (consommer les restes des repas de la veille pour le petit déjeuner) et sur la diversification des activités. L'homme adopte la fonction d'intermédiaire en vendant du bétail

pour les autres dans les loumas, moyennant commission. La femme fait le petit commerce pour en tirer plus de revenus pour le ménage.

D'ailleurs l'enquête nutritionnelle nationale dans son rapport de janvier 2016 donne une situation préoccupante en rapport avec la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Les taux de malnutrition dans les quatre zones étudiées montrent une situation nutritionnelle très critique, comparées aux autres régions. Les taux très élevés entre 16 et 18 % font des régions étudiées une zone de préoccupation majeure, notamment à Podor et Matam (cf annexe 5)

Pour diversifier la composition des repas, la femme s'approvisionne en légumes dans les marchés hebdomadaires. Toutefois pour les légumes potentiellement périssables, l'utilisation ne peut durer plus de deux jours par semaine, les équipements de conservation étant inexistantes.

Dans la zone de Tatki, est née une initiative innovante d'une femme dans la distribution de légumes porte à porte. La vente des denrées se fait à dos d'âne et l'approvisionnement suivant l'ouverture des marchés hebdomadaires.

414. Aspects éducation

Malgré les difficultés dues à l'éloignement des structures éducatives, au manque de structure sur place, les enfants de 2 familles transhumantes de Dodji sur 6 vont à l'école. Le score d'enfants à l'école est de 3 familles sur 6 dans les communes de Oudallaye, Payar et Fanaye/Tatki. Le village de Tatki enregistre en plus une structure scolaire en internat pour près de 100 élèves avec une majorité de filles. Si la tendance actuelle se poursuit, le taux de scolarisation va sensiblement progresser durant ces dernières années dans les familles de transhumants. En effet, certains ont leurs enfants (dont des filles et des garçons) au collège de Richard Toll (venant de la commune de Fanaye) et de Kouptentoum (pour la commune de Payar) ou à l'école publique de Ranérou pour les enfants de la Commune de Loumbol Samba abdoul et Dodji, confiés à des parents, avec une contrepartie en nature pour l'année.

Les enfants en dehors de l'école augmentent les charges de surveillance des femmes et le temps de travail en plus du petit bétail. En effet les enfants et jeunes laissés à eux-mêmes sont victimes des mêmes écarts de comportement qu'en milieu urbain. C'est notamment le cas avec certains jeunes qui s'adonnent à l'alcool, avec comme conséquence, des cas de violence qui n'épargnent pas les femmes.

Malgré l'intérêt manifesté pour la scolarisation, les membres de familles interrogées expriment une certaine inquiétude pour le désintérêt manifesté par les jeunes ayant été à l'école dans la gestion des affaires pastorales. En outre, ces familles préfèrent la formation professionnelle pour éviter le taux de déperdition élevé.

Globalement l'éducation et la formation en milieu pastoral est multisectorielle et inclusive. Elle concerne tous les âges et toutes les sphères : autant l'éducation formelle que technique et informelle, l'éducation à la vie et aux bons comportements et l'éducation citoyenne.

4.2.ROLE DES FEMMES DANS LA SPHERE PRODUCTIVE

4.2.1 L'accès aux actifs productifs

4.2.1.1 Accès au bétail (statut de propriétaire)

En premier lieu la dot préalable au mariage fait accéder la femme à la propriété du bétail (bovin ou petit ruminant). A travers le bétail acquis, les femmes trouvent les moyens de faire fructifier leurs ressources et de sécuriser leurs droits dans le système familial (droits à la propriété et à sa bonne gestion) et à assurer l'héritage des enfants par leurs mères.

Sur le plan du respect des droits, elles trouvent des moyens de se faire entendre avec l'appui de frères ou cousins puissants, des programmes d'accès aux ressources et de mécanismes juridiques modernes. D'une certaine façon aussi, certains hommes se plient aux dispositions de la Charia à reconnaître la dot comme "propriété sacrée des femmes" et le gèrent comme tel. Toutefois, certains autres sont tentés par le détournement, face à l'ignorance des unes et la peur de dénoncer des autres, surtout en situation de conflit conjugal.

Par ailleurs, de plus en plus l'appui des programmes étatiques, ONG, organismes des Nations unies (FAO), OPE, permettent aux femmes d'accéder à des ressources propres, différentes de celles de la famille.

4.2.1.2 Accès aux ressources fourragères

Les données statistiques régionales relatives aux ressources fourragères mettent en évidence les différences d'une région à une autre, ainsi que le déficit en termes de disponibilité. Toutefois les facteurs explicatifs n'apparaissent pas : entre autres facteurs l'insuffisante prise en compte du rôle de la femme. Cette faible prise en charge s'exprime à travers l'absence de statistiques désagrégées et de statistiques " tout simplement " sur la production laitière dans les statistiques régionales, principale activité des femmes. Au niveau des petits ruminants et de la volaille, domaines de prédilection des femmes, les statistiques sont dispersées, apparaissent dans certaines régions et sont invisibles dans d'autres. L'accès effectif des femmes à ces ressources n'est pas démontré ou doit être mieux démontrée.

4.2.1.3 Accès aux ressources en eau, aliment de bétail et foncier

Des outils de traçabilité de l'accès du cheptel des femmes aux forages existent dans certaines structures hydrauliques et aussi pour l'accès à l'aliment bétail. L'accès se traduit par des fiches de suivi forages (Service hydraulique de Ranérou) et pour l'aliment pour le cheptel appartenant aux femmes. Ces outils facilitent un début de désagrégation des données femmes /hommes pour l'accès à ces ressources. Toutefois, ces fiches n'apparaissent que dans le cadre de programmes de l'Etat ou des bailleurs de fonds ou dans les cas où le chef de famille est femme et veuve. L'accès effectif des femmes à ces ressources n'est pas démontré ou doit être mieux démontrée dans les ménages de transhumants.

4.2.1.4 Accès au foncier

Longtemps éloignées des préoccupations d'accès au foncier, les femmes éleveurs prennent dans toutes les localités étudiées des initiatives de culture maraichère. La mise à disposition provient de l'initiative propre des autorités communales à Payar ou préfectorales à Ranérou. Pour beaucoup d'autres femmes cependant, la plantation de quelques légumes pour servir de condiments se fait dans un espace réservé de la parcelle d'habitation, plutôt étendue dans ces zones rurales.

Mieux, les commissions domaniales de certaines communes considèrent de plus en plus l'accès au foncier comme un droit humain de la femme et ont lancé à la suite de cette présente mission un appel à tous les groupements de femmes de leur commune à déposer des demandes d'accès à des parcelles de culture. La même initiative a été lancée pour les initiateurs de petites entreprises travaillant dans le domaine de la fabrication des charrettes de transport de l'eau (Payar et Tatki), qui contribuent à alléger sensiblement la corvée de l'eau des femmes.

Malgré ces avancées, les problèmes de sécurisation et de finalisation des processus d'attribution persistent, les légumes dans les coins de la parcelle ne suffisent pas pour satisfaire les besoins de la

famille et générer suffisamment de revenus pour la femme. Les factures d'eau dans ces espaces collectifs sont relativement onéreuses et constituent un défi pour la poursuite des activités. La résolution du problème d'accès des femmes au foncier doit être abordée dans le cadre de l'aménagement/planification du développement local.

4.2.1.5 Les équipements et infrastructures de transport

Le troupeau d'ânes et les charrettes mis à la disposition de la femme éleveur pour le transport des bagages servent aussi pour le transport de l'eau. Les citernes à eau de 1000 litres servent pour les besoins du ménage, mais aussi pour les besoins d'abreuvement du bétail. Ils sont en général la propriété de l'homme qui les met à la disposition de la femme pour les services de l'entreprise familiale.

Les fabricants des équipements des citernes de 1 000 litres ont évoqué beaucoup de difficultés pour l'acquisition du fer et les autres intrants achetés à Dakar, le prix du transport très élevé, autant de facteurs qui impactent sur le prix de vente et les conditions de vie des femmes.

4.2.1.6 Les équipements et infrastructures pour les activités spécifiques de transformation du lait

Ils sont constitués de Calebasses et de cuillères en bois, de seaux et pots en plastique, de sacs de cuirs et en peaux. Ces instruments sont la propriété des femmes. Il peut arriver aussi qu'une partie du troupeau d'ânes appartienne aux femmes associée au troupeau mis à sa disposition par l'homme, vu l'ampleur des besoins de transport pour tous les équipements, les petits ruminants et les enfants du ménage. Toutefois, l'activité de transformation de lait a besoin d'une véritable initiative de modernisation des équipements pour créer des impacts réels dans la communauté et les ménages.

4.2.1.7 Production de lait, accès aux marchés et écoulement des produits

L'existence de plusieurs marchés hebdomadaires dans une commune permet plus de rotation de stocks et plus de revenus venant de la vente de lait par les femmes, mais aussi de s'approvisionner pour l'alimentation de la famille.

Chaque commune a planifié un jour de marché par semaine.

La Commune de Loumbol dispose de beaucoup de marchés. Toutefois la distance entre les marchés et les villages de la région et les départements peuvent être des freins à la régularité des déplacements. En effet, la seule commune de Loumbol fait cinq fois la superficie de la région de Dakar. Le manque d'équipements de transport et d'itinéraires est une autre source de blocage, surtout durant la saison des pluies (cas de Payar)

Le commerce du bétail constitue une activité strictement masculine. Même pour la vente de bétail lui appartenant, la femme est obligée de passer par son époux. Par contre la commercialisation du lait est du ressort strict de la femme. Toutefois elle souffre du déficit structurel de la production, d'organisation de la collecte, de la conservation, de la transformation et de la commercialisation du lait.

En effet **La collecte** du lait est mal organisée car les circuits sont souvent courts et les systèmes organisés assez rares. Dans le système traditionnel, les producteurs sont situés en zone rurale et une partie des troupeaux est en transhumance plus ou moins lointaine. A cela s'ajoutent d'autres facteurs limitants que sont la dispersion des campements d'éleveurs, les faibles quantités de lait à collecter, la chaleur qui altère vite le lait sans oublier l'impraticabilité des pistes de production. Ainsi donc les

actions de collecte de lait et de valorisation voire d'industrialisation sont difficiles d'autant plus que la production laitière est saisonnière.

Enfin les unités de production de lait manquent de compétitivité face à la poudre de lait importée. L'expérience de Nestlé dans la zone sylvopastorale (10 centres de collecte équipés de tank de réfrigération avec 5 centres fixes à Boulal, Déali, Sagatta, Dahra, Warkhokh), qui s'est arrêtée prématurément est assez édifiante à cet égard.

Dans les communes étudiées, l'écoulement du lait se fait de façon hebdomadaire sur les loumas. La quantité moyenne pour une famille de taille moyenne tourne autour de 20 litres par semaine.

PARTICIPATION AUX INSTANCES DE PRISE DE DECISION

Dans les institutions rurales

Grace à la loi sur la parité femmes et hommes dans les fonctions électives les femmes ont le même pourcentage de participation dans les conseils municipaux (voir tableau en annexe 9). Toutefois la présence des femmes n'a pas encore donné les résultats en termes de changement des conditions de vie dans les collectivités où elles vivent. Peu de projets venant des collectivités locales et influencés par la présence des femmes sont en cours d'exécution. Dans les quatre collectivités visitées, seule celle de Fanaye a initié des programmes de crédit et d'activités génératrices de revenus pour les femmes.

Dans les organisations professionnelles en milieu pastoral

Malgré le score élevé de participation des conseillères, on constate peu de participation dans les comités suivants :

- ❖ comités ASUFOR, peu de femmes sont présentes ;
- ❖ comités de reboisement : déclin au profit des jeunes des vacances citoyennes
- ❖ comité de distribution des aliments : presque absence de participation.
- ❖ GPF, Comités consultatif, -club de solidarité en léthargie.

Les seules organisations actives sont les plateformes des femmes les plus récentes.

En termes de changement institutionnel, la mise en place de la réforme des forages ruraux (OFOR) constitue une réforme majeure. Toutefois il existe soit un déficit d'information au niveau des structures pastorales, soit la peur du changement influe sur les réactions des responsables.

Les responsables hommes répondent de façon évasive, les femmes ne détiennent aucune information sur la question, alors qu'elles devraient être les premières à être informées, compte tenu de deux enjeux :

- **Enjeu 1** : d'occupation paritaire des 6 postes dans les nouvelles instances de gestion des forages (2 au niveau des collectivités locales, 2 au niveau des Asufor, 2 venant des organisations d'éleveurs), soit potentiellement, 3 femmes sur 3 hommes dans le comité à mettre en place);
- **Enjeu 2** : l'importance stratégique de la gestion de l'eau et sa capacité à autofinancer le développement local, démontrée par des ASUFOR des communautés rurales de Fatick (exemple de Thiaré) qui ont réussi à mettre en place de solides activités de génération de revenus avec les produits de la gestion de l'eau.

- ❖ Directoires des femmes en élevage (Dirfel) : ce sont les organisations au centre des activités d'élevage et pastorales. Elles existent au niveau national, régional ; départemental et local. DINFEL est une fédération d'environ 20 000 femmes membres qui travaillent dans l'élevage. Le but de la fédération est de renforcer les femmes rurales dans ce secteur, et de les encourager à organiser leur activité elles-mêmes. DINFEL a des antennes locales dans chacune des 11 régions du Sénégal, ce qui lui permet d'effectuer des activités de plaidoyer, de fournir une assistance technique, des investissements financiers et des formations à la gestion de projet et au développement du leadership féminin. Toutefois les conflits de préséance bloquent son fonctionnement actuel. En outre l'inexistence de récépissés au niveau local, empêche certains de ses démembrements de développer un partenariat conséquent.

Cependant dans certaines régions, le dynamisme des présidentes a abouti à un partenariat : Dirfel Matam avec l'appui de l'association pour le développement de Namarel ADENA), avec trois volets ; appui en maraichage, embouche, transformation de lait.

- ❖ la Maison des éleveurs (MDE)

Les femmes sont membres des maisons d'éleveurs (MDE) comme membres simples et participantes au bureau. Toutefois le manque de programme, d'activités en dehors de celles du Ministère de tutelle, rendent ces structures peu fonctionnelles.

Quel que soit leur typologie, les organisations féminines sont caractérisées par peu de dynamisme. Cette léthargie est due à des problèmes d'accompagnement, d'orientation et de stratégie. Toutefois l'arrêt de l'appui institutionnel aux organisations de la société civile a dans une certaine mesure freiné les activités des organisations de femmes, voir favorisé la disparition lente de beaucoup d'entre elles. Parallèlement, de nouvelles organisations auxquels les femmes ont quelquefois des problèmes à s'identifier se créent en fonction des régimes politiques.

Enfin, ces structures sont peu formalisées, malgré leur existence juridique. En effet rares sont celles qui ont des programmes annuels, de suivi des indicateurs, d'évaluation et de rapportage.

Au niveau méso des organisations, les femmes vivent actuellement une situation léthargique, due la plupart du temps au manque d'appui institutionnel, mais aussi à des questions de tendance politique, de compétences de gestion des organisations et souvent des conflits internes.

Cette situation est très liée à la question problématique de la participation des femmes aux instances de prise de décision.

4.3. APPUI DES STRUCTURES ETATQUES, ONG ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES

4.3.1 Structures et programmes étatiques

Les programmes ci-après en cours au niveau de l'Etat (MEPA, MAER, etc.) ont tous ou partiellement des objectifs liés à la prise en compte des besoins et intérêts des femmes éleveurs /pasteurs. Il s'agit :

- ❖ du Projet d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine (PasaLumakaf) ;
- ❖ du Projet de développement de l'élevage au Sénégal Oriental et en Casamance (PDESOC)
- ❖ du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS)
- ❖ du Fonds d'appui à la stabulation (FONSTAB)

- ❖ du Programme d'appui et de développement de l'entreprenariat rural (PADAER,
- ❖ du Programme d'appui aux filières agricoles (PAFA)
- ❖ du programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (WAPP /PPPAO)
- ❖ du Programme en aviculture appuyée par l'ANCAR. (Matam)
- ❖ du Programme de la francophonie (OIF) avec formation en élaboration de projets et fonçage de puits (Oudallaye, Gassédiabé et Byle)
- ❖ de Programmes en voie avec le Dirfel : un projet de transfert de technologies en aviculture avec l'ISRA et le FNRA et une convention de partenariat avec ONU FEMMES.

Certains de ces programmes et projets sont récents (PRAPS) et d'autres plus anciens (FONSTAB). Toutefois les femmes rencontrent des problèmes d'information et de communication sur les projets/programmes, les conditions pour y accéder pleinement ;

A côté des programmes étatiques d'élevage, le programme de bourses familiales intervient dans les localités de la zone étudiée. Les responsables régionaux de l'action sociale sont tous mobilisés autour de l'appui aux populations. Néanmoins le programme rencontre un certain nombre de difficultés liées aux procédures relativement longues de sélection, au manque de ressources des structures étatiques, pour faire face aux dépenses générées. En effet le suivi exige des dépenses en communication avec Dakar, des frais de connexion pour l'envoi des dossiers. Dans le cas du service de l'action sociale de Matam, on constate quelquefois un manque de registres d'identification des demandeurs d'appui. Ces difficultés au niveau des services décentralisés sont à l'origine de problèmes de confiance entre les responsables des services décentralisés et les populations demandeurs. Les femmes pastorales souvent éloignées des centres urbains profitent difficilement de ces opportunités. En outre, vu l'état de vulnérabilité en milieu rural, les demandeurs sont très nombreux pour le stock d'appui qui atterrit au siège de la communauté rurale. Il s'y ajoute que les femmes en milieu pastoral disposent rarement de pièces d'identification pour y accéder.

A côté des programmes du MEPA et des services régionaux de l'action sociale, les structures étatiques jouent un rôle d'appui à travers les antennes régionales du Commissariat à la sécurité alimentaire.

Suite à l'enquête nationale de 2016 qui a révélé la situation nutritionnelle catastrophique des départements de Podor et Matam, le commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) mène des activités vigoureuses de suivi des prix à la consommation dans les marchés hebdomadaires de référence, de suivi des stocks alimentaires et d'appui aux groupes vulnérables. Son action est substantiellement accompagnée par les ONG qui travaillent dans le cadre de la lutte contre la faim. C'est le cas des structures suivantes :

4.3.2 Les ONG en appui à la CLM

- ❖ Action contre la faim (ACF) dans les départements de Matam et Podor (voir détails des réalisations en annexe 3)
- ❖ La croix rouge dans le département de Linguère (Dodji) et Tamba ;
- ❖ La CLM à Podor intervient au dispensaire de TATKI avec l'appui de l'ONG ACF (action contre la faim).
- ❖ Programme survie de l'enfant 2012 -2016 étendu à toutes les régions

4.3.3 Les organismes des Nations Unies :

❖ La FAO

Au Sénégal, les aléas climatiques sont récurrents depuis 2012 et affectent plus particulièrement les zones pastorales (nord du pays).

Pour faire face à l'insécurité alimentaire et la malnutrition la majorité des ménages affectés ont vendu la plupart de leur cheptel et accumulé beaucoup de dettes. A cause du déficit en fourrage dans les zones de pâturage en 2011, 2012 et 2013 et l'accès limité aux services vétérinaires, la morbidité et la mortalité au niveau du bétail ont connu un fort accroissement. Ainsi les la plupart des moyens d'existence des ménages vulnérables (notamment ceux dirigés par des femmes) ont été négativement impactés. C'est dans ce cadre que la FAO, de concert avec divers partenaires (BAD, CERF et gouvernement du Japon), a eu à apporter une assistance d'urgence aux ménages pastoraux les plus affectés. Cette assistance qui a consisté en la distribution de kits d'aliments de bétail et de produits vétérinaires, a suivant les années, touché entre 2159 et 11 400 ménages vulnérables (dont 26 à 31% dirigés par des femmes) dans les départements de Linguère, Ranérou et Podor et Matam.

❖ UNICEF PROGRAMME PAYS 2012-2016

Composante "Survie de l'enfant et de la femme."

La composante survie de l'enfant devait contribuer à la mise en œuvre du Plan national de survie de l'enfant 2008-2015 et du Plan national de développement sanitaire 2009-2018 avec une extension à l'échelle nationale de la Stratégie accélérée pour la survie et le développement de l'enfant pour atteindre les OMD 4 et 5. Le résultat clé attendu de cette composante est que d'ici à 2016, 80%des mères et des enfants au moins utiliseront le paquet intégré d'interventions de qualité pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant.

Les constats sur les aspects santé dans les quatre communes, montrent que cet objectif est loin d'être atteint en milieu pastoral.

Composante "Éducation inclusive et de qualité"

Le Sénégal a fait d'énormes progrès dans le domaine de la scolarisation des garçons et des filles mais rencontre des difficultés concernant l'assiduité de fréquentation des enfants (notamment en milieu pastoral). Le même constat est fait concernant la réduction des disparités d'accès entre les départements et entre les groupes sociaux à l'intérieur de ces départements. Le programme devait assister les partenaires à relever ces défis en vue d'obtenir le résultat suivant: d'ici à 2016, au moins 80%des enfants d'âge scolaire, particulièrement les plus vulnérables, auront accès à une éducation de base de qualité et achèveront le cycle primaire. Les constats sur les aspects éducation dans les quatre communes montrent que cet objectif est loin d'être atteint en milieu pastoral.

44. PRINCIPAUX ACQUIS ET CONTRAINTES, OPPORTUNITES ET MENACES

Les acquis

Le tableau en annexe 6) montre que les premiers acquis sont constitués par les ressources humaines. Ce sont des personnes ressources émergentes et /ou ayant une longue expérience d'implication dans le développement du secteur :

- Les menaces**
- ❖ Matam, Présidente départementale du Directoire des femmes et du comité consultatif de la femme ;
 - ❖ Saint Louis : l'expérience organisationnelle de l'association ADENA et de l'Antenne Sénégal du Réseau sous régional Bellital Marobé (RBM) ;
 - ❖ Tamba : présidente nationale de Dirfel ;
 - ❖ Louga : Président de l'association pour l'émergence de Dodji.

4.3.4.1 Niveau global

4.3.4.2 Les facteurs de vulnérabilité en général (hommes et femmes)

Avec la forte mobilité secrétée par le système pastoral, des efforts importants sont fournis par les femmes et les hommes pour assurer la survie du ménage et du cheptel comprenant quelquefois des centaines de têtes, avec leurs besoins de fourrage, d'abreuvement, de soins dans un environnement changeant.

4.3.4.3 Facteurs de vulnérabilité spécifiques aux femmes et liés au mode de vie pastoral

L'environnement du pastoralisme est tel que la femme en milieu pastoral travaille aussi dur que l'homme, mais il s'y ajoute une vulnérabilité permanente du fait de la féminité.

- ❖ Dans le sud (Koupentoum), parfois les inondations enlèvent toutes les traces des pistes, réduisent les parcours du bétail et rendent périlleux tout déplacement du cheptel et des personnes qui les conduisent, notamment des femmes.
- ❖ Des cas de violence sont notés quand les membres qui conduisent le troupeau sont égarés. Les femmes à la recherche des autres membres durant plusieurs heures, parmi les hautes herbes peuvent être victimes de viols (cas notés à Koumpentoum et dans la vallée morte entourée de hautes durant l'hivernage) à Dodji.
- ❖ En cas de pluie ou d'averses, les portables étints, le troupeau vit une situation dramatique.

b. Barrières sociales

Il s'y ajoute les conflits et violences physiques face aux agriculteurs, pourtant leurs partenaires les plus proches. En effet des protocoles de soutien mutuel avec échange de sacs de mil pour l'éleveur en plus de l'ouverture de la parcelle de l'agriculteur en contrepartie d'enrichissement des parcelles de culture par l'éleveur se nouent dans la zone du Saloum.

c. Les barrières économiques,

Une des principales barrières économiques est l'éloignement des marchés, qui impacte sur le niveau d'alimentation et la nutrition. En effet les marchés fonctionnent sur une base hebdomadaire, prouvant ainsi le non disponibilité des denrées alimentaires à tout moment. En plus de l'éloignement les revenus ne sont pas disponibles à tout moment ce qui explique le caractère très limité du nombre et des types d'aliments consommés par les ménages et le taux élevé de malnutrition enregistré dans les 4 zones éco-géographiques.

d. Problèmes d'accès et d'utilisation des services sociaux de base

Les problèmes d'accès sont les suivants :

- ❖ Le manque de services appropriés entraîne un fardeau plus lourd pour les femmes.

En termes de renforcement organisationnel (renforcement des capacités des femmes en organisation et gestion)	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Multiplier les initiatives d’alphabétisation ; ✚ Redynamiser les organisations de femmes et les doter d’un minimum d’appui institutionnel ; ✚ Appuyer les organisations masculines, féminines et mixtes d’éleveurs ; ✚ Appuyer les formations en gestion ; ✚ Appuyer la mise en place d’un système de gestion simplifié et adapté à l’entreprise d’éleveur ;
Au plan institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Créer plus de synergie entre les niveaux macro-méso et micro de la gouvernance genre des questions d’égalité et de genre au sein du Ministère de tutelle ; ✚ Appuyer le projet de recensement exhaustif de l’élevage associant les Ministères des finances (MFEP) et de l’élevage (MEPA).
En rapport avec la vulnérabilité liée de façon générale à la mobilité :	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Appui à la mobilité des troupeaux avec des moyens modernes (d’information et de communication) vu les efforts importants fournis par les femmes et les hommes pour assurer la survie du ménage et du cheptel ✚ Mesures en vue de prendre en compte la sécurité des éleveurs, notamment des femmes en cas d’intempéries ; ✚ Un système d’alerte susceptible de venir en aide aux femmes en situation d’insécurité ;
Pour lutter contre les barrières sociales :	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mise en place de protocoles décentralisés en vue de réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs, qui nuisent à la cohésion sociale et à la sécurité des femmes ✚ Assurer dans les structures scolaires des sessions de sensibilisation sur le rôle des pasteurs dans l’économie nationale.

6.2. BESOINS SPECIFIQUES AUX COMMUNES

Les besoins sont représentés par le tableau suivant

COMMUNES	DESCRIPTION DES BESOINS
DODJI	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Diversifier l’activité de vente de lait ; ❖ -veiller à assurer l’accès du lait transformé des femmes de CERFLA au marché local et régional; -rendre plus opérationnelles les initiatives d’alphabétisation ; ❖ doter d’infrastructures et d’équipements scolaires les villages éloignés ; ❖ renforcer les formations en techniques de transformation pour les femmes
LOUMOL SAMBA ABDOUL	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Ouverture de plus d’écoles pour les enfants en âge scolaire, y compris les filles; ❖ Rapprocher l’accès aux soins de santé des villages de Loumbol qui se font à Ranéro, notamment les soins maternels et infantiles ; ❖ Remettre les Badiénou Gokh dans le circuit de sensibilisation des populations, notamment des femmes ; ❖ Créer des opportunités de diversification des activités des femmes pour faire face aux difficultés d’alimentation durant et après les crises et inondations ;

- ✚ dans toutes les communes, au moins une femme de l'échantillon de ménages raconte " avoir donné naissance à ses enfants en plein déplacement ".
- ✚ L'éloignement des moulins à mil fait survivre le travail traditionnel de mouture ;
- ❖ La mobilité à tout moment constitue le plus grand défi du système pastoral pour les femmes et aggrave la surcharge de travail :
 - ✚ déplacements fréquents à dos d'âne pendant plusieurs mois ;
 - ✚ Anxiété de la corvée d'eau, de recherche de bois de chauffe et de préparation de la nourriture ;
 - ✚ Il peut arriver que la sacoche d'eau se casse en plein chemin, laissant la femme sans solution ;
 - ✚ Il peut arriver que la femme enceinte accouche au cours du déplacement
 - ✚ Il s'y ajoute la confection/défection des abris à tout moment, et qui est du ressort de la femme

V. BESOINS SPECIFIQUES D'APPUI

Les besoins d'appui se situent au niveau global des zones d'élevage pastoral et au niveau des communes.

6.1. BESOINS SPECIFIQUES AUX FEMMES AU NIVEAU GLOBAL DU MILIEU PASTORAL

Ces besoins sont décrits dans le tableau qui suit

TYPES DE BESOINS	DESCRIPTIONS
En termes d'accès aux ressources	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Modernisation des équipements de collecte, de traitement et de conservation du lait ; ✚ Accès aux marchés : tant local que national ; ✚ Programmes d'insémination artificielle pour le compte du bétail appartenant aux femmes, en vue d'une plus grande production laitière ; ✚ Politique d'aménagement du territoire plus centrée sur les besoins du milieu pastoral, les stratégies de diversification des activités, notamment la satisfaction des besoins de parcelles maraichères exprimés dans toutes les localités par les femmes ; ✚ Accélérer la politique de mise en place des infrastructures et services sociaux de base à l'instar du PUDC, le manque de services appropriés, entraînant un fardeau plus lourd pour les femmes.
En termes d'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mise en place des mécanismes de pérennisation des actions des ONG en faveur de la lutte contre la malnutrition des enfants et des femmes, mais aussi des projets d'aviculture locale. ✚ Rapprochement ou multiplication des marchés hebdomadaires pour permettre plus d'accès des femmes à plus d'opportunités de revenus –lait, sous-produits et autres et à des aliments plus variés et de qualité ; ✚ Appuyer et sécuriser les initiatives novatrices de vente de légumes à dos d'âne, voir étendre l'idée à la vente d'autres produits de première nécessité en milieu pastoral ;

	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Rendre opérationnelles des structures/infrastructures de santé mobiles pour plus de proximité en faveur des populations transhumantes :
FANAYE	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Appuyer les initiatives de fabrication des moyens de transport de l'eau ; ❖ Appuyer les ménages dans l'accès aux équipements d'approvisionnement en citernes à eau de 1000 l ❖ Doter les organisations de femmes de moyens de stockage, de conservation et de transformation du lait ; ❖ Mettre en place des équipements modernes favorisant l'augmentation de la production en lait des femmes ;
PAYAR	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Réserver une ambulance pour les urgences concernant les accouchements ; ❖ Augmenter le nombre de classes, notamment dans les écoles multigrades ; renforcer le suivi de la gestion des cantines scolaires ; ❖ Appuyer la finalisation du processus de demande de parcelles par les groupements féminins

VII. LA CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Les secteurs d'activités sont très variés et vont du renforcement du capital humain, infrastructurel, à la sécurité alimentaire etc. Au niveau des enfants, l'appui s'oriente vers la survie de l'enfant et l'éducation. Au niveau des femmes, l'entrepreneuriat rural, la transformation des produits constitue une priorité (cf en annexe 7).

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1. CONCLUSIONS

La situation actuelle des femmes, tant au niveau de la sphère domestique que de la production, s'explique par les rapports qu'elles entretiennent avec les hommes dans le cadre de l'accès aux ressources, le type de rôles qui leur sont dévolus par la société, leurs relations avec le pouvoir de décision et d'influence ainsi que la participation dans la gestion du ménage et des questions de développement. En effet, pour assurer leur rôle de soutien à la contribution du secteur dans le PIB, elles ont besoin de plus de leadership dans le domaine économique. Les objectifs de l'entrepreneuriat féminin à l'horizon 2025 constituent un enjeu de taille auquel les secteurs les plus performants doivent participer. Les causes des échecs subis jusqu'ici par les organisations de femmes dans la mise en place d'initiatives visant la promotion des femmes doivent être revisitées, en termes de leadership et d'efficacité dans la gestion des entreprises.

En rapport avec les tâches et rôles dans la sphère domestique

Du point de vue tâches et rôles, les femmes sont ou restent le plus souvent à la maison ou au sein du campement pour prendre soin des enfants, des malades ou des personnes âgées de la famille et du petit bétail. Pourtant, certaines d'entre elles assurent fièrement les fonctions de Badiène Gokh avec plus ou moins de réussite. Le contact avec les membres de la communauté confrontés à des problèmes de santé et le réconfort qu'elles apportent constitue un changement positif dans la façon de regarder la vie pastorale.

Les femmes assurent les charges domestiques en plus des tâches liées aux soins du petit cheptel. Elles produisent du lait destiné à la vente en vue de nourrir la famille.

Dès qu'intervient une crise (sécheresse ou inondation) leur surcharge de travail augmente. En outre, elles ont moins d'opportunités à accéder à la terre, malgré les initiatives récentes promues par les autorités locales et la hiérarchie décentralisée. Quand elles en disposent, elles n'ont pas toutes les opportunités de les exploiter. En outre, elles ne disposent pas de moyens de conservation des aliments. Quand survient l'orage, dans les sites de transhumance, elles sont confrontées au problème de salubrité de l'environnement, de la préparation des repas. Enfin quand survient une crise, les prix des aliments augmentent, malgré les dispositions prises par le Commissariat à la sécurité alimentaire au niveau des marchés de référence.

Une telle situation est très peu susceptible de favoriser le leadership, notamment le leadership économique, conditionné par l'implication de la femme dans la croissance du secteur élevage.

⬇ En rapport avec la sphère productive

Du point de vue des revenus, les femmes ont moins d'opportunités que les hommes. Toutefois ces derniers appuient par l'achat de stock d'aliments sur les loumas, en cas de nécessité. L'accès à l'éducation reste faible, malgré les progrès enregistrés en milieu pastoral. Dans beaucoup de villages, les enfants restent encore à la maison ou suivent le troupeau. Compte tenu de la mobilité, les femmes participent peu aux formations techniques. Les difficultés liées aux changements climatiques constituent un risque majeur quant à l'accès à l'information. Les prévisions météorologiques exigent de nouvelles compétences que les hommes n'ont pas à plus forte raison les femmes.

Une telle situation est très peu susceptible de favoriser le leadership, notamment sur le plan économique, qu'exige la croissance du secteur élevage.

En rapport avec l'accès au pouvoir, les femmes ont moins de pouvoir au plan familial, car ne contrôlent pas les ressources liées à la vente du bétail, qui constituent la principale ressource des familles. D'où elles ont moins d'opportunités à diversifier leurs activités.

Au plan social et communautaire, le peu d'accès à la ressource formation les décourage à prendre des initiatives communautaires (sauf pour celles qui ont été à l'école), ou à participer à la vie politique ou sociale.

Une telle situation est très peu susceptible de favoriser le leadership, notamment social pour changer en profondeur les rôles et le statut des femmes en milieu pastoral.

⬇ En rapport avec la participation

Les femmes ont un engagement limité dans les affaires de la communauté. Elles font face à beaucoup de restrictions et ont moins d'influence sur la vie de la communauté.

Au niveau global, beaucoup de changements aux plans juridique, économique, social sont en cours. Toutefois, face aux questions de rôle, d'accès aux ressources, à la prise de décision et à la participation, les femmes sont encore démunies face au contexte socio-culturel. Il s'agit d'une situation de changement social qui passe par un processus complexe par lequel les individus et les communautés vont devoir abandonner certaines des traditions ou s'adapter à des idées neuves, des valeurs ou des objectifs, en réponse à des facteurs structurels. Le fait que ce changement puisse entraîner un développement économique et social équitable pour tous en constitue l'enjeu.

Globalement le rôle de la femme dans le ménage continue de s'exercer sous l'emprise des coutumes et des normes culturelles. Toutefois, des indices de changement positifs apparaissent, même s'ils sont encore très faibles (score des enfants filles et garçons à l'école, certaines filles au collège, faible percée de la consommation des légumes dans l'alimentation, participation paritaire des femmes aux conseils communaux, etc..).

Au niveau de la sphère de production apparaissent de multiples problèmes liés aux blocages culturels, à l'accès aux ressources productives, mais aussi au laxisme des organisations de producteurs/trices.

Une telle situation est très peu susceptible de favoriser le leadership, notamment social pour changer en profondeur les rôles et le statut des femmes en milieu pastoral.

8.2. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations se situent au niveau des conditions de vie et intérêts stratégiques, mais aussi de l'environnement du secteur :

Au niveau des conditions de vie et intérêts stratégiques des femmes, les recommandations vont dans le sens :

- d'un meilleur accès aux ressources pour les femmes
- de l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- du renforcement organisationnel (renforcement des capacités des femmes en organisation et gestion)
- de l'amélioration du cadre institutionnel
- de la réduction de la vulnérabilité liée à la mobilité
- de la lutte contre les barrières sociales.

Au niveau des mesures liées à l'environnement du secteur, les recommandations portent sur :

- la production de statistiques désagrégées suivant le genre
 - ✓ Au même titre que les marchés de référence du commissariat à la sécurité alimentaire, mettre en place des ménages de référence, qui participent au suivi des indicateurs de revenus, de suivi des effectifs de cheptel, de l'alimentation, de suivi du budget consommation ;
 - ✓ Assurer la remontée des données au niveau méso des services régionaux de l'élevage et ARD ;
 - ✓ Appuyer le projet de recensement exhaustif du Ministère des finances/Ministère de l'élevage ;
 - ✓ Associer le Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille au projet de recensement ;
- la mise en synergie des actions entre le secteur élevage et les secteurs transversaux
 - ✓ Promouvoir toutes les actions permettant à la femme de jouer son rôle dans le cadre de la lutte contre la vulnérabilité et la pauvreté, en particulier en milieu pastoral.
 - ✓ Mieux associer les régions concernées par l'élevage et le pastoralisme dans le cadre du programme pays de l'Unicef, notamment dans sa composante survie de l'enfant et de la femme et éducation inclusive

- ✓ Développer des passerelles innovantes articulées au secteur élevage pour améliorer la qualité de l'éducation et l'insertion des jeunes (filles et garçons) en relation avec le Ministère de la formation professionnelle
- ✓ Accroître l'appui de tous les secteurs transversaux pour l'amélioration du rôle et du statut de la femme en milieu pastoral.

ANNEXES

ANNEXE I / TDR DE LA MISSION DE L'ETUDE

AVIS DE RECRUTEMENT DE CONSULTANT

Date de publication :

Date limite de dépôts des candidatures :

Intitulé du poste ou de la tâche: Consultant/e « Analyse diagnostique du rôle de la femme en milieu pastoral »

Lieu: Dakar –Sénégal (avec des déplacements à l'intérieur)

Date d'affectation prévue (date de début):

Durée

45 jours dont 20 jours de visites de terrain

Description GÉNÉRALE DES TÂCHES confiées ET DES OBJECTIFS À ATTEINDRE

Objectifs de l'étude

Sous la supervision générale du Représentant de la FAO au Sénégal et de la supervision technique des points focaux genre, et en collaboration avec l'Équipe du comité genre et droits humains du système des nations unies au Sénégal, le/la consultant (e) national (e) aura la responsabilité de faire une analyse diagnostique du rôle de la femme en milieu pastoral au Sénégal.

Il (elle) sera chargé(e) de dresser la situation exhaustive du rôle de la femme en milieu pastoral particulièrement dans les zones traditionnellement pastorales (des régions de Louga, Saint-Louis, Matam et Tambacounda) notamment en ce qui concerne :

- l'accès des femmes du milieu pastoral aux moyens de production, notamment le cheptel, le foncier, les pâturages et la création d'actifs productifs ;
- les activités spécifiques gérées par les femmes dans les zones pastorales et leurs liens avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages pastoraux;
- la situation des activités génératrices des revenus exercées par les femmes en milieu pastoral ;
- la situation de l'environnement politique des femmes en milieu pastoral et sa sensibilité au genre ;
- la situation et la position de la femme dans la société pastorale en ce qui concerne : 1) la considération de la femme au sein du foyer, de la communauté ; 2) le niveau de contrôle des femmes sur les biens du ménage (production, outils, animaux, champs, etc.); 3) niveau de prise de décisions à tous les niveaux ;
- Contraintes liées à la participation des femmes en milieu pastoral aux prises de décisions à tous les niveaux (ménage, village, commune, département, région)
- Les moyens et les revenus des femmes en milieu pastoral pour sécuriser leurs moyens de subsistance ;

- Le leadership et la participation des femmes en milieu pastoral au sein des instances de prise de décision et dans les institutions rurales, ainsi que dans l'élaboration des lois, des politiques et programmes ;
- la situation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes en milieu pastoral ;
- mode de vie des transhumants durant leur déplacement (pratiques alimentaires, pratiques d'hygiène, pratiques de soins et de prise en charge des enfants...)
- les facteurs de risque auxquels les femmes en milieu pastoral sont confrontées ainsi que les mécanismes de prévention et de gestion des crises/catastrophes et conflits;
- l'accès et l'utilisation des services sociaux de base par les femmes en milieu pastoral;
- l'identification et l'analyse des barrières à l'amélioration des revenus des femmes, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu pastoral et les solutions proposées pour y remédier ;
- les besoins d'appui spécifiques aux femmes en milieu pastoral, y compris sur les aspects institutionnels
- la cartographie des principaux acteurs intervenant dans les communes / zones ciblées de l'étude.

Eléments de méthodologie

Les zones d'enquête retenues seront les zones traditionnellement pastorales et particulièrement les zones pastorales des régions de Louga, Saint-Louis, Matam et Tambacounda. L'enquête portera sur un échantillon représentatif de communautés et de ménages et se fera à l'aide d'outils simples à élaborer avec l'appui de la FAO. Le/la consultant/e définira sa méthodologie d'échantillonnage des communautés et des ménages à enquêter sous la supervision de la FAO.

Principaux indicateurs de résultats

Les résultats attendus de la prestation concernent un rapport final en version numérique intégrant:

- Des données socio-économiques quantitatives et qualitatives de référence sur la situation des femmes en milieu pastoral dans les communes ciblées;
- La situation alimentaire et nutritionnelle des ménages et faisant ressortir les facteurs de vulnérabilité en général et en particulier ceux des femmes en milieu pastoral face aux risques de catastrophe;
- Les besoins d'appui spécifiques aux femmes en milieu pastoral
- La cartographie des différents acteurs intervenant dans les communes ciblées par l'étude.

Date d'achèvement prescrite: 28 février 2015

COMPETENCES REQUISES ET CRITERES DE SELECTION

ANNEXE 2 : METHODOLOGIE

I.CONTEXTE

L'élevage constitue un des axes majeurs et d'appui du Sénégal émergent et de sécurité alimentaire. L'adhésion récente du Sénégal à la **Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN)** contribuera certainement à renforcer sa place dans la conception des politiques de développement au cœur desquelles la femme trouvera toute sa place. C'est ainsi que le contexte actuel caractérisé par des changements majeurs, sur la place des acteurs économiques et sociaux dans le développement nous obligent à nous interroger sur le rôle de la femme dans les différents secteurs, notamment de l'élevage qui contribue à un pourcentage substantiel du PIB.

La femme a joué un rôle important dans l'espace pastoral traditionnel. Toutefois les mutations actuelles ont fait évoluer le rôle qui lui était dévolu jusqu'ici.

II.OBJECTIFS DE LA MISSION:

Sous la supervision générale du Représentant de la FAO au Sénégal et de la supervision technique des points focaux genre, et en collaboration avec l'Équipe du comité genre et droits humains du système des nations unies au Sénégal, le/la consultant (e) national (e) aura la responsabilité de faire une analyse diagnostique du rôle de la femme en milieu pastoral au Sénégal.

Il (elle) sera chargé(e) de dresser la situation exhaustive du rôle de la femme en milieu pastoral particulièrement dans les zones traditionnellement pastorales (des régions de Louga, Saint-Louis, Matam et Tambacounda) notamment en ce qui concerne :

- l'accès des femmes du milieu pastoral aux moyens de production, notamment le cheptel, le foncier, les pâturages et la création d'actifs productifs ;
- les activités spécifiques gérées par les femmes dans les zones pastorales et leurs liens avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages pastoraux;
- la situation des activités génératrices des revenus exercées par les femmes en milieu pastoral ;
- la situation de l'environnement politique des femmes en milieu pastoral et sa sensibilité au genre ;
- la situation et la position de la femme dans la société pastorale en ce qui concerne : 1) la considération de la femme au sein du foyer, de la communauté ; 2) le niveau de contrôle des femmes sur les biens du ménage (production, outils, animaux, champs, etc.); 3) niveau de prise de décisions à tous les niveaux ;
- Contraintes liées à la participation des femmes en milieu pastoral aux prises de décisions à tous les niveaux (ménage, village, commune, département, région)

Qualifications académiques

Minimum, Maitrise en économie rurale, agronomie, pastoralisme, économie ou sciences sociales en relation avec le développement rural.

Exigences requises/Minimum requis :

- Etudes supérieures en sciences sociales, agro-économie, avec une solide expérience dans la conduite du diagnostic et situation de références en milieu pastoral;
- Etre familier avec les concepts de suivi évaluation et de gestion axée sur les résultats ;
- Excellentes aptitudes en communication orale et écrite en français (y compris la capacité d'écrire des publications et des rapports clairs et concis) ;
- Bonne connaissance des langues locales parlées dans les communes d'intervention;
- Capacité de travailler en autonomie et en situation de stress.
- Très bonne connaissance des questions de Genre et outils d'analyse Genre

Critères de sélection :

- Niveau et pertinence des diplômes universitaires ;
- Expérience solide en conduite du diagnostic en milieu pastoral;
- Familiarité avec les concepts de gestion axée sur les résultats, de suivi et évaluation et de prise en compte des questions sur l'équité Genre;
- Expériences professionnelles en rapport avec la présente consultation

Honoraires mensuel : norme de la FAO définie selon l'expérience

Les candidatures féminines sont fortement encouragées

DATE DE DEPOT DE CANDIDATURE

Les candidats devront envoyer leur CV en version électronique à l'adresse suivante :

Malick.Faye@fao.org avec en copie Guilaine.Thebault@fao.org avant le...11 janvier 2015 à 16 heures .00 (heure de Dakar)

Seul-e-s les candidat-e-s présélectionné-e-s seront contacté-e-s

- La cartographie des différents acteurs intervenant dans les communes ciblées par l'étude.

IV. DIFFERENTES ETAPES DE L'ETUDE

41. Documentation et analyse des données secondaires au secteur, sur les communautés, les OP et les ménages éleveurs
42. Echantillonnage des cibles à étudier pour les quatre régions
43. Finalisation de la méthodologie avec le responsable de la division élevage et les points focaux genre,
44. Prise de contact avec les Ministères et acteurs impliqués au niveau national
45. Phase terrain
46. Phase entretiens individuels et focus group
47. Phase traitement des données et analyse des données
48. Phase rédaction du rapport provisoire de l'étude
49. Rapport final

V.ECHANTILLONNAGE

Compte tenu des contraintes de temps et des urgences du moment, le ciblage sera basé sur un échantillon stratifié et raisonné.

51 Cibles à étudier

- Etude sur les 4 régions
- Sélection d'un département par région
- Identification d'une commune par département
- Ciblage de 6 ménages par commune à enquêter
- Sélection suivant les filières (bétail-viande, lait, cuirs et peaux, aviculture).

52. CRITERES E U CHOIX DES REGIONS

3411. Région de Louga

Le cheptel de la région de Louga est diversifié. L'intensification des productions animales est encore timide dans la région.

Le choix du département de Linguère se justifie par l'importance de la taille du secteur comparée à celle des autres départements. Elle apparaît comme la principale zone d'élevage de la région. Près de 45,5% du cheptel de la région de Louga se retrouve dans ce département. Kébémér et Louga concentrent respectivement 27,8% et 26,7% du cheptel de la région.

Le choix de Dodji se justifie par la problématique du rôle de la femme face à la question l'approvisionnement en eau pour le ménage et le cheptel, mais aussi de l'implication possible des femmes dans toutes les activités liées à la disponibilité de l'eau.

- Les moyens et les revenus des femmes en milieu pastoral pour sécuriser leurs moyens de subsistance ;
- Le leadership et la participation des femmes en milieu pastoral au sein des instances de prise de décision et dans les institutions rurales, ainsi que dans l'élaboration des lois, des politiques et programmes ;
- la situation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes en milieu pastoral ;
- mode de vie des transhumants durant leur déplacement (pratiques alimentaires, pratiques d'hygiène, pratiques de soins et de prise en charge des enfants...)
- les facteurs de risque auxquels les femmes en milieu pastoral sont confrontées ainsi que les mécanismes de prévention et de gestion des crises/catastrophes et conflits;
- l'accès et l'utilisation des services sociaux de base par les femmes en milieu pastoral;
- l'identification et l'analyse des barrières à l'amélioration des revenus des femmes, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu pastoral et les solutions proposées pour y remédier ;
- les besoins d'appui spécifiques aux femmes en milieu pastoral, y compris sur les aspects institutionnels
- la cartographie des principaux acteurs intervenant dans les communes / zones ciblées de l'étude.

III.RESULTATS ATTENDUS

L'étude devra donner un éclairage particulier sur :

- L'accès des femmes pastorales aux actifs productifs (bétail, foncier, pâturages, etc.), les activités spécifiques développées par les femmes en milieu pastoral et leurs liens avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages pastoraux, les revenus générés
- Les contraintes inhérentes aux activités des femmes en milieu pastoral et les facteurs de vulnérabilité en général et en particulier ceux des femmes (mode de vie lié au système pastoral, mobilité, barrières sociales, économiques, problèmes d'accès et d'utilisation des services sociaux de base) face aux risques de catastrophes
- Le leadership et la participation des femmes en milieu pastoral au sein des instances de prise de décision et dans les institutions rurales (point de la situation, expériences et bonnes pratiques identifiées sur le terrain ?)
- Les besoins d'appui spécifiques aux femmes en milieu pastoral
 - ✓ En termes d'accès aux ressources
 - ✓ En termes d'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
 - ✓ En termes de renforcement organisationnel (renforcement des capacités des femmes en organisations et gestion)
 - ✓ En termes de renforcement institutionnel (participation des femmes aux instances de prise de décision)

3412. Région de Saint Louis

La distribution du cheptel de la région de saint louis suivant les départements montre un pôle d'élevage par excellence Podor et Dagana concentrant plus de 90% du cheptel régional en 2010 soit 74,4% et 20,4% respectivement. Le département de Podor a été sélectionné du fait de la situation particulièrement critique de la nutrition des enfants et de l'expérience d'école de Tatki

Toutefois, l'expérience innovante d'intégration des enfants de transhumants à l'école ainsi que le niveau élevé de malnutrition des enfants lié aux objectifs de lutte du programme de résilience lié à cette mission ont fait que la commune de Fanaye , plus précisément le village de Tatki a été choisi pour porter l'échantillon des entretiens avec les 6 ménages.

3413. Région de Tamba

Le département de Koumpentoum est économiquement divisé en deux parties : au sud avec les terres neuves (une initiative de l'ancien Président Léopold Sédar Senghor), est essentiellement agricole et le nord a une vocation d'élevage où se trouvent presque toutes les forêts classées. Bien que situé après les départements de Tamba et Goudiry en termes d'effectifs¹, le département de Koumpentoum a été sélectionné à cause de son potentiel de pâturage,

Le choix de la commune fait que Payar est une localité située au centre du Sénégal selon les colons qui y ont même posé la borne l'attestant. Payar a été choisie à cause de la dynamique organisationnelle qui s'exprime à travers la forte mobilisation des éleveurs (hommes et femmes) autour de la gestion autonome du foirail² ainsi que dans l'accès des éleveurs hommes et femmes à l'aliment de bétail.

3414. Région de Matam

Dans la Commune il existe une forte représentation des ovins avec un total de 528 920 dont 183 800 à Ranérou-Ferlo,

La commune de loubol Appartenant au département de Ranérou Ferlo qui compte le plus de bovins dans la région de Matam, la commune d'Oudallaye renferme en outre l'effectif le plus important avec 49 500 bovins et 87 700 ovins. Le choix d'Oudallaye s'explique par l'importance de l'effectif des bovins et caprins et à cause du rôle joué par les femmes dans l'élevage des ovins et la forte implication de celles-ci dans l'activité de transformation et de vente du lait et la production de sous-produits.

Il s'y ajoute la forte implication des femmes dans la gestion des institutions communales, malgré l'éloignement des capitales régionale et centrale.

342. CARACTERISATION DES COMMUNAUTES ET ECHANTILLON DES FAMILLES ETUDIEES

3421. CARACTERISATION DES COMMUNAUTES

De façon générale les espaces pastoraux sont caractérisés par différentes formes de mobilité et une superposition d'activités pour faire face à la vulnérabilité. Toutefois, il existe toujours des traits dominants et caractéristiques secondaires

¹ ANSD, statistiques de la région de tamba

² www.tambacounda.info

1. Traits distinctifs au niveau des communautés étudiées :

Tamba payar : avec une dominante agro-pastoral est fréquemment envahie par des troupeaux venant de toutes les zones éco-géographiques du Sénégal et des pays limitrophes de la Mauritanie et du Mali

Saint louis /fanaye: sédentaire, mais envahie par des troupeaux nomades (dont le mode de vie comporte des déplacements perpétuels) à cause de son espace agro sylvo-pastoral venant de la République voisine de Mauritanie.

Linguère /Dodji : transhumant, c'est-à-dire la migration périodique d'une partie ou de tout le bétail à la recherche du fourrage. Pourtant c'est aussi une zone de nomadisme pour des troupeaux venus de la république de Mauritanie et du Mali.

Matam: Loumbol samba Abdoul : agro-pastoral

Du point de vue des caractéristiques secondaires, les stratégies pour faire face à la vulnérabilité s'appuient sur les activités traditionnelles de cueillette ou de diversification des activités de survie. Ainsi avec les nouveaux programmes hydrauliques, beaucoup de communautés ont tendance à réaliser des extensions, permettant aux organisations féminines de s'investir dans les jardins potagers. La finalité de ces investissements est de lutter contre la vulnérabilité et de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment au niveau des enfants.

3422. Traits distinctifs au niveau des familles étudiées

Le ciblage des familles a été fait avec l'appui des secrétaires communautaires. Le tirage a été réalisé essentiellement à partir de la base des données des familles vulnérables disponible au niveau communal. Le concept de vulnérabilité dans le contexte de cette étude prend en compte les familles transhumantes structurellement pauvres et celles ayant été réduites à la vulnérabilité du fait des chocs récents, notamment du déficit pluviométrique de 2014.

Ainsi, plutôt que d'aborder l'étude sous l'angle strict de la typologie (famille sédentaire, nomade, transhumant, agro-pasteur etc..) nous avons associé la typologie, le niveau de vulnérabilité et les activités principales et secondaires des familles.

Du point de vue des familles, la caractérisation est plus difficile à opérer. La famille transhumante était jusqu'à récemment, liée à un effectif élevé de bovins sous la conduite d'un éleveur, donc synonyme de richesse. En effet les propriétaires de cheptel rencontrés estiment que **l'effectif de 30 à 35 têtes de bétail constitue un chiffre moyen au-delà duquel la transhumance s'impose.**

Toutefois les circonstances et les résultats de cette étude mettent en évidence l'extrême vulnérabilité des communautés et des familles d'éleveurs. L'identification a surtout tenu compte des familles qui ont perdu du jour au lendemain une partie ou l'ensemble de leur cheptel (impacts de la pluviométrie déficitaire de 2014), voir se sont trouvés hors du classement des familles moyennes ou riches.

Toutefois, la répartition des six familles étudiées par Commune est la suivante :

 **Dodji** : 3 familles strictement transhumants, 2 agro-pasteurs et un sédentaire ;

- ✚ **Loumbol samba Abdoul** : deux familles transhumantes ont tout perdu tout le gros cheptel à cause des maladies, deux autres ont fortement subi à cause des cas de vol, phénomène accentué par l'étendue de la zone.
- ✚ **Fanaye** : 6 familles transhumants la mieux pourvue en termes d'effectifs bovins, cependant renferme une famille en voie de sédentarisation pour raison de cheptel bovin complètement décimé ;
- ✚ **Payar** : 3 familles associent l'agriculture et l'élevage, 1 associe la conduite du troupeau avec le commerce et deux sont sédentaires et s'activent uniquement dans l'élevage.

VI. CALENDRIER DE L'ETUDE

Activités	Périodes/durée
1. Finalisation de la méthodologie	8,9, 10 mars 2016 Soit 3 jours
2. Prise de contact avec le Ministère de l'élevage et certaines structures impliquées dans le secteur élevage et documentation	14, 15, Mars
Démarrage effective de la mission	Le 16 mars 2016
3. Phase terrain : rencontres avec services techniques décentralisés, ONG et OPE, autorités locales, acteurs communautaires et ménages (administration des questionnaires, entretiens individuels et focus group) <ul style="list-style-type: none"> ❖ Louga –Linguère -dodji ❖ Matam-Ranéro-oudallaye ❖ Saint louis-dagana-Mbane ❖ Tambacounda-koumpentoum-Payar 	16 au 20 mars 2016 21 au 25 mars 2016 26 au 30 mars 2016 6 au 10 avril 2016 Soit 20 jours
4. Suite entretient avec autorités et structures nationales	11 au 16 avril 2016 Soit 5 jours
5. Phase traitement des données	16 au 22 avril, soit 7 jours
6. Phase analyse des données	23 au 29 avril, soit 7 jours
37. Phase rédaction du rapport provisoire de l'étude	30 avril au 5 mai 2016, soit 4 jours
38. Dépôt rapport provisoire/restitution	1 jour
39. Rapport final	1 jour
TOTAL	45 jours

VII. OUTILS SUIVANT LES ETAPES

Trois principaux outils seront utilisés : les questionnaires (données socio-économiques et sur les ménages, les entretiens individuels et les focus group.

Faint, illegible text in the upper left quadrant of the page.

Faint, illegible text in the upper right quadrant of the page.

ALPHABETIC LIST

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

ANNEXE III TABLEAUX DES EFFECTIFS ET POTENTIALITES SUIVANT LES REGIONS

Régions	Cheptel (têtes)	Ressources .Fourrages	Infrastructure. Hydrauliques		Production de. Lait	Viande non contrôlée	Abattages contrôlés	Peaux	Cuirs
			Forages	Puits					
Louga	En 2010, 4474115 Dont 43, 2 % volailles, suivi d'ovins et caprins		2161 unités	puits avec pompe manuelle (59%) et les puits forages (12%)			1627, àà-T en 2008 avec 76, 6% bovine		
Matam	326 000 dont 34, 9 % Kanel 38, 3 Matam, 26, 9 % ranérou	énorme potentiel, effets liés à la dégradation cinq (05) forêts classées couvrant 12 450 ha, Réservessylvo- pastorales	forages motorisés (thermique, électrique, solaire	Puits modernes	685 vaches inséminées au titre de la campagne 2009	5670 unités		à 5670 unités en 2009	

Saint Louis	1.032. 329 têtes toutes espèces confondues en 2010 dont avec 65% petits ruminants , 30%.bovins	vaste zone pastorale,vaste zone pastorale, restes de produits agricoles	d'un potentiel hydraulique important , fleuve et ses affluents, 98 forages motorisés dont 92 dans le département de Podor	Déficit structurel de de lait	Déficit en viande nouvelle initiative sectorielle pour le développement de l'élevage (NSIDEL).	toutes espèces confondues 1973,27 tonnes en 2013 . 73,89% de cette viande est produite par les bovins.	48631	18280
Tamba								

ANNEXE IV. : DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES SUIVANT LES COMMUNES

Les données collectées au niveau de six ménages donnent la situation suivante au niveau de la commune de Dodji :

Variables étudiées Echantillon de Ménages	Taille de la famille	Activités	Taille du cheptel	Revenues	Dépenses	Prise de décision	Solarisation Des enfants	Observations
MENAGE 1								
Taille de la famille	9							
Homme	1H 4 G	Co duite du cheptel ; bovins ; s'occupe d' une parcelle de niébé et de riz	3 bœufs et 150 ovins et caprins compris T :153	Revenus Dépend des naissances	Besoins du cheptel (vaccin, aliments, eau forage) Mais aussi contribue à l'alimentation Dépenses des grandes faites	Décisions viennent de l'homme uniquement quand il s'agit des dépenses pour l'entretien du cheptel	2 enfants confiés à des parents vont au lycée Une fille et un garçon	
Femme	1F 3F	Activités Conduite du petit bétail	5 ovins T : 5	Vente le lait durant l'hivernage Après hivernage, autoconsommation, car peu de lait	Alimentation- (condiments, riz et huile, matériel scolaire pour les enfants	Femmes consultée quand revenus viennent du petit bétail		

MENAGE 2

6								
	Taille de la famille 11	Activités	Taille du cheptel	Revenues	Dépenses	Prise de décision	Scolarisation Des enfants	Observations
Homme	1H 7G	Conduit le troupeau et recherche de werek	80 ovins et caprins T : 80	Vente annuelle de 15 mutons de son cheptel à 50.000l l'unité, plus plus 1 mouton de la 2 eme femme, ne soit 750.000 f	Alimentation ; eau ; vaccin pour le cheptel	Consultation des autres membres du cheptel	Aucun des enfants ne va à l'école, il n'existe pas d'école	
Femme	1F 2F	Traite de la vache ; vente de lait, travaux domestiques	5 vaches décimées en 2015 T : 0	Vente de annuelle de 5 moutons à 50 000 F l'unité, soit 250 000 f	Riz, huile, condiments suivant disponibilité et prix sur le marché	Avec consultation et autorisation de la femme		

MENAGE 3

Taille de la famille								
	30							
Homme	4 H 12 G	Transhumance à Kounguel et Koupentoum durant l'hivernage	40 ovins, 35 caprins T : 75				Enseignement coranique, école éloignée	
Femme	2 Veuves De son frère 1 F 11 F	Traite les vaches Travail domestique Corvée de l'eau	5 ovins T : 5					

MENAGE 4								
Taille de la famille	12							
Homme	1H 6G	Elevage ovine et caprins Plus cultures hivernales, dispose de deux parcelles de cultures de 3, 5 ha et 2ha pour autoconsommation	2 vaches, 40 ovins T : 42	Vente de bovin et caprin-au moins un bovin par mois à 70.000 f	Pour les dépenses de la famille et soins du bétail	Décision en concertation avec son épouse	Filles ne vont pas à l'école	
Femme	1F 4F	Soins pour le petit cheptel, approvisionnement en eau	5 vaches décimées en 2015 T : 0	Avant vaches décimées, 1 bœuf par n, 150.000 f	Pour les besoins de la famille	Concertation avec l'époux qui se charge de la vente		
MENAGE 5								
Taille de la famille	24							
Homme	1H 8G	Elevage ovins et caprins plus parcelle e culture de 1 h pour mil et niébé	2 vaches, 4 ovins T : 6	Montant des ventes : 200.000 F pour les ovins par an, 150.000 pour les caprins	Pour les soins du bétail et pour appuyer les besoins du ménage	Décision suivant les situations d'urgence	Enfants ne vont pas à l'école	
Femme	1F 14F	Travail domestique	Petit commerce T : 0	Revenus Non déclarés	Pour les besoins de la famille	Concertation avec l'époux qui se charge de la vente		
MENAGE 6								
Taille de la famille	8							
Hommes	1H 2G	Mène le troupeau	5 Vaches et 40 T : 5	1 bouf de 200.00 f par an	Suivant les évènements	Décision unilatérale	Enfants aident dans la	

		Vers les lieux Transhumance (le saloum)					surveillance cotre le vol des chevaux
Femmes	1F 4F	Travail domestique et surveillance du troupeau du vol, beaucoup de cas de vol des chevaux vers le saloum	25 ovins et 5 vaches T : 25	4 à 5 ovins par an	Suivant les urgences du ménage	Femme informée si c'est son bétail qui est vendue	

Données collectées au niveau de six ménages donne la situation suivante au niveau de la commune de Loumbol samba Abdoul/oudallaye :

invariables étudiées Echantillon de Ménages	Taille de la famille	Activités	Taille du cheptel	Revenus	Dépenses	Alimentation	Prise de décision	Solarisation Des enfants	Santé
MENAGE 1									
Taille de la famille	12								
Homme	1 H 6 G	Conduite du cheptel ; bovins ; s'occupe d'une parcelle de niébé et de riz	70 moutons 30 Chèvres 50 vaches	Vente de 30 à 50 unités toutes espèces confondues, en hivernage prix meilleures	Dépenses des grands évènements et appui en riz	Petit déjeuner : lait, café, biscuits Déjeuner: riz plus poisson séché, ou couscous plus lait en poudre	Décisions prises par l'homme et information des femmes	Aucun des enfants ne va à l'école	
Femme	1 F 3 filles	Activités Conduite du petit bétail	30 moutons 20 chèvres 10 vaches	Hivernage 5 à 10 litres par jour ; saison sèche pas de vente	Dépenses d'aliment ation,				

MENAGE 2								
Taille de la famille	16							
Homme	1H 7G	Co duite du cheptel ; bovins ; s'occupe d'une parcelle de niébé et de riz	24 vaches 50 moutons 3 chèvres	Vente se fait sur le petit bétail de 100 000 F par unité, 10 à 15 ovins	Prend les décisions sur son cheptel	Grosses dépenses des cérémonies familiales	Solidarité dans la famille, surtout avec les belles filles	
Femme	2 FEM 6 FULLES	Activités Conduite du petit bétail	1ere 7 vaches, 20 moutons, 10 chèvres 2ere femme, 3 0 moutons, 3à chèvres	2eme femme Vente d'un mouton à 60 000 1ere femme a de grands enfants, qui vendent pour elle, f	elle repend les décisions de vente	Femmes dépenses d'alimentation		Aucun enfant ne va à l'école Les premières initiatives ont été abandonnées du fait du manque de l'eau

MENAGE 3									
Taille de la famille	12								
Homme	1 h 8 G	Conduite du cheptel ; bovins ; s'occupe d'une parcelle 2 ha mais et souna	2 vaches, 20 Moutons, 2à chèvres	Vente de 5 moutons à 300 000 Plus 200 000 F pour les chèvres	Prend les décisions seul	Grosses dépenses			
Femme	1 F 2 filles	vente de produits de cueillette Autoconsommation produits de la parcelle	1 chèvre	Cueillette de 200 kg de sidème à partir de Mars, montant moyen 20 000 f par mois	Femme effectue dépenses d'alimentation sur les revenus de sid-me	Charges quotidiennes	Petit déjeuner : couscous de semoule plus lait Déjeuner : riz plus niébé Diner : mbaxal	Deux enfants vont à l'école Un à l'élémentaire, u autre au collège de Ranérou	

MENAGE 4									
Taille de la famille	9								
Homme	1 H 3 G	Conduite cheptel ; bovins ; Quelquefois Vend du bétail pour les autres	4 vaches 70 moutons 30 chevrons	5 mouton X35.000=1175.000				Tous les repas constitué de riz, huile et lait le matin plus couscous	
Femme	1 F 4 filles	Conduit petit cheptel	Vaches et moutons tous morts à cause des vols et des maladies ; possède 30 chèvres et fait la cueillette de Produits forestiers	Activité secondaire de cueillette Aidée dans les activités domestiques par ses filles	Dépenses d'alimentation	Décision concertée			2 enfants vont à l'école Une fille au collège de Ranérou et 1 garçon au collège

MENAGE 5									
	6								
	2G								
Femme Abandonnée, chef de ménage	1F 3 Filles	Activités Conduite du petit bétail, Vente de produits de cueillette à raison de 5 à 10.000 f par mois	Composé de 5 chèvres	Revenus moyens Car ne peut vendre plus de 2 chèvres par an.	Cueillette de sideme	prend toute seule ses décisions	Petit déjeuner : appu de son jeune frère, Déjeuner ; riw lus beurre de vache Diner : couscous plus célia	aucun enfant ne va à l'école	A l'accouch, Tous ses enfants en plein air

MENAGE 6									
Taille de la famille	11								
Hommes	1H 3G	Conduite du cheptel ; bovins ; s'occupe d'une parcelle de niébé et de riz	4 vaches 20 moutons 7 chèvres	Vente en moyenne de 6 ovins et caprins par mois, troupeau r a diminué par suite vente fréquentes à cause de la maladie de sa femme	Participe aux grosses dépenses et aux dépenses quotidiennes	Prend seul ses décisions Décisions		Aucun ansant ne va à l'école	
Femmes	1F 2Filles	Activités Conduite du petit bétail	Pas d'activités pour raison de maladies						Maladie survenue des suites d'un accouchement difficile, enfants asmatiques du fait des conditions de naissance

Les données socio-économiques au niveau de la commune de Fanaye :

Variables étudiées Echantillon de Ménages	Taille de la famille	Activates	Taille du cheptel	Revenues	Deepness	Alimentation	Prise de décision	Scolarisation Des enfants	Santé
MENAGE 1									
	16	Elevage Transhumancet commerce de bovins							
Homme	1H 6 G	1 accompagne Les provisionnement t en eau	70 vaches 150 moutons 150 chèvr 10 poulets parcelle de maraichage de 160m sur 50 T : 370	Revenus globalux en 2015 17 beoufs pour 2 210 000 30 moutons pour 1 100 000 20 chèvr pour 500 000	S'occupe des grandes dépenses et des soins au cheptel		L'homme s'occupe des décisions concernant les soins au cheptel Bovin et caprins Mais consulte les femmes		Eau potable, jardinage et arboriculture avec plusieurs espèces achetés au walo, enfants propres et beien nourris
Femme	3Fem 6 filles		1ere ; 60 vaches,160 moutons, 60 chèvr Poulailler :10 sujets	Compris dans les ventes ci- dessus	S'occupe des dépenses d'aliment ation	Déjeuner : couscous de souna et lait Déjeuner riz et huile avec tous escondiments (démarrage du j			Enfants ts vont à l'école Enfants vont à l'école, fille ainée en classe de seconde aiu lycée de dagana

			<p>T : 280 2eme: fem : 17 vaches, 60 moutons, 72 chèvres T :149 3eme : 32 moutons,30 chèvres 30 chèvres et poulailler : 15 sujets T : 92</p>		<p>Et des charges scolaires</p>	<p>ardin du village de 5 ha en 2016 avec culture d'une variété de tous les légumes</p>	<p>Décisions sur les dépenses d'alimentatio n</p>		
--	--	--	---	--	---	--	--	--	--

MENAGE 2									
34									
Homme	1H 15 G	Conduit le troupeau , assure la sécurité et les soins	25 bovins 15 ovins, 10 caprins 50	Montant des ventes de 10 bœufs par an	Grosses dépenses des cérémonies et soins au cheptel		Hommsdédci dent des ventes pour soins au cheptel	Enfants vont à l'école	Pote de santé dans tatki
Femme	3 F 18 filles	Activités domestiques et de jardinage	10 vaches pour chacune des femmes, un total de 20 moutons et 15 chèvres T : 65	Total de 5 moutons et 5 chèvres pour les 3 à raison de 20 000 f par unité	Dépenses chacune de son coté	Petit déjeuner : lait plus couscous Déjeuner : riw plus condiments Diner :			
MENAGE 3									
Taille de la famille	7								
Homme	1H 2 G	Conduit cheptel et assure les soins et la sécurité	Bovins : 6 Ovins: 15 Caprins:8 T : 29	Vente d'un bovin par an	Dépenses productives	Petit déjeuner : lait plus couscous Déjeuner : plus légumes marché de taki, car nest pas membre de la parcelle Diner : riz Mbaxal plus niébé sans légumes	Décide sur toutes les ventes	Enfants ne vont pas à l'école	Centre de santé de taki

Femme	1 FE 3Fil	Assure le suivi du petit cheptel Et les travaux domestiques	3 vaches 3moutons 5 chèvres T : 11	1 mouton et 1 chèvre par an	Dépenses sociales				
MENAGE 4									
	7								
Homme	1H 3G	Conduit le cheptel, assure entretien et sécurité	Bovins : 3 Ovins :20 Caprins : 5 T : 28	1 vache et 5 ovins et caprins par an	Grosses dépenses pour les soins du cheptel et de la maison	lait plus couscous Déjeuner : plus légumes marché de tatki, car n'est pas membre de la parcelle Diner : riz Mbaxal Bénéficiaire de bourse familiale	Décisions prises par l'homme	3 enfants ont à l'école dont 1 fille au lycée	Centre de santé de fanaye
Femme	1FEM 2Fil	Assure travaux domestiques	Baisse drastique du troupeau familial du fait des déficits pluviométriques T : 0	-					

MENAGE 5									
Taille de la famille	11								
Homme	1H 4 G	Conduit le cheptel, assure entretien et sécurité	Bovins : 10 Ovins : 40 Caprins : 20 T : 70	Vend en moyenne 2 bovins 2 ovins et 2 caprins	Grosses dépenses pour les soins ducptel et de la maison	lait plus couscous Déjeuner : riz plus niébé Diner : riz Mbaxal Bénéficiaire de bourse familiale	Décisions prises par l'homme en concertation avec celle propriétaire de cheptel	Ecole distant de 10 km ; enfants ne vont pas à l'école	Centre de santé de fanaye
Femme	3 FE 3 Fil	Assure travaux domestiques	1ere: 7 vaches 10 moutons, 15 chèvres T : 32	5 ovins et caprin au total, pour 250 000	Dépenses liés à l'alimentation				
MENAGE 6									
Taille de la famille	14								
Hommes	6 H 4 G	Vaches dans le foret Entre les mains d'un berger Activité principale de tôlerie	4 vaches T : 4	Vend rarement	L'homme assure les dépenses d'alimentation	Petit déjeuner : Café et lait Déjeuner : riz plus niébé Diner : riz Mbaxal	Décision pris par l'homme	Enfants vont à l'école	Centre de santé sur place
Femmes	1F 3 Fill	Activités domestiques Plus soins aux petit ruminants sur place	10 moutons, 21chevres T : 31	1 unité par an, pour 40 000 F					

Les données collectées au niveau de six ménages donnent la situation suivante au niveau de la Commune de Payar :

Variables étudiées Echantillon de Ménages	Taille de la famille	Activités	Taille du cheptel	Revenus	Dépenses	Alimentation	Prise de décision	Scolarisation Des enfants	Santé
Taille de la famille	16								
H	H: 1 G:7	Agriculture et élevage, Culture souna, arachide, niébé, bissap	Vaches : 11 Moutons : 32 Chèvres : 33 T : 76	Vente de 2 vaches à 400 000 F, 9 moutons à 450 000 F chèvres à 300 000	Grandes dépenses des fêtes religieuses	Petit déjeuner : Couscous et lait Déjeuner : riz plus niébé Diner : couscous plus lait	Décisions prises par l'homme	4 enfants de la première femme vont à l'école ; 2 enfants de la 2eme aussi	Centre de santé de Payar
F :	Fem; 2 Fil: 6	Travail domestique, trait les vaches pour la consommation	Femmes : Vaches : 3 Moutons : 7 Chèvres 11 T : 22 Plus vente de 1 tonne arachide =200 000 F Les autres récoltes autoconsommées	2 moutons à 250000 f	Femmes assurent dépenses quotidiennes et scolaires				
MENAGE 2									
Variables étudiées	Taille de la famille	Activités	Taille du cheptel	Revenus	Dépenses	Alimentation	Prise de décision	Scolarisation Des enfants	Santé

MENAGE 2								
Taille de la famille	14							
H	H: 1 G: 8	Elevage associée à agriculture, (parcelle de 5ha pour la famille	Vaches : 2 Moutons : 3 Chèvres : 2 T : 7	3 moutons à 75 000 Et 1 vache à 275 000 Plus récoltes : 1 tonne de mil, 60 kg arachide, 250 kg de maïs destinés à l'autoconsommation	Dépenses de fête		Décisions prises par l'homme	Enfants ne vont pas à l'école
F	F: 1 Fill : 4	Cultive une petite parcelle cédée par le mari avc arachide, maïs, mil	Vaches : 2 Moutons : 3, chèvres : 2 T : 7	Femme traite la vache pour autoconsommation	Dépenses alimentation	Petit déjeuner : Couscous et lait Déjeuner : riz plus niébé Diner : couscous plus lait		
MENAGE 3								
Taille de l famille	8							
Femme: chef de ménage veuve	G:5 Fills 2 FEM: 1	Elevage plus activité hivernale Cultive 3 parcelles, celle cu mari défunt, celle de son marabout et celle son grand père décédé	Moutons : 6 Chèvres : 9 T : 15	Vente de 2 caprin et ovin par an Récoltes autoconsommées estimées à 500 00 f	Grosses dépenses et petites dépenses faites par elle		Décision prises par elle	Aucun des enfants ne va à l'école
-						Mbaxal durant les deux repas t petit déjeuner : coucous plus lait		

MENAGE 4								
Taille de la famille	9							
Homme	H: 1 G: 3	Conduite du troupeau et commerce de détail	Bovins : 6 Ovins : 3 Caprins : 2 T : 11	Vente de 1 œuf par an À 250 000 F par an	Dépenses des fêtes et cérémonies	Décisions prises par l'homme	?oonikala le matin Cousocus le déjeuner et Soir coucous Mafé	
Femme	Fem: 1 Fil: 4	Conduite du petit troupeau Travail domestique	Caprins : 10 Ovins : 13 T : 23	Vente de 3 ovins et caprins par an, 160 000	Dépenses alimentaires et scolaires			3 enfants vont à l'école : 1 à la case des tout-petits, 1 à l'élémentaire et 1 au lycée de Koupentoum
MANAGE 5								
Taille du ménage	15							
Homme	H: 2 G 5	Conduite du troupeau	Ovins: 0 Caprin : 0 Chef de ménages 2 vaches Ovins: 0 Caprin : 0 Frère: 12 T : 14	Vente de 2 bœufs par an à 200 00 f pour un	Dépenses des fêtes et cérémonies	Décisions prises par l'homme en concertation avec a femme	?oonikala le matin Couscous le déjeuner et Soir coucous Mafé	
Femme	Fem: 3 Fil : 3	Travail domestique, conduite du petit bétail	Bovins: 11 Ovins: 8 Carpins: 7 T : 26	Vente de 3 caprins par an, 160 000	Dépenses alimentaires et scolaires			3 enfants vont à l'école
MENAGE 6								

Taille	10							
Homme	H: 2 G: 4	Conduite du troupeau	Bovin : 15 T : 15	Vente de 23 bœufs par an à 300 000 f pour un	Dépenses des fêtes et cérémonies	Décisions prises par l'homme en concertation avec a femme	Moonikala le matin Couscous le déjeuner et Soir coucous Mafé	
Femmes	F: 2 Fil: 2	Travail domestique, conduite du petit bétail	Caprins: 12 T : 12	Vente de 3 caprins par an, 160 000	Dépenses alimentaires et scolaires			

ANNEXE V. : TABLEAU DETAILLE : PRÉVALENCE DE LA MALNUTRITION AIGUË CHEZ LES ENFANTS DE 6 À 59 MOIS PAR RÉGION

Régions/Strates	MAG P/T<-2 z-score et/ou œdèmes [IC 95%]	MAM -3 ≤P/T< -2, sans œdèmes [IC 95%]	MAS P/T<-3 z-score et/ou œdèmes [IC 95%]	Effectif N
Région de Dakar	6,7 % [3,7 - 11,7 95% I.C.]	6,2 % [3,2 - 11,7 95% I.C.]	0,5 % [0,1 - 3,6 95% I.C.]	194
Région de Diourbel	10,0 % [8,0 - 12,4 95% I.C.]	9,0 % [7,2 - 11,1 95% I.C.]	1,0 % [0,4 - 2,1 95% I.C.]	713
Région de Fatick	7,6 % [5,6 - 10,3 95% I.C.]	6,2 % [4,3 - 8,8 95% I.C.]	1,4 % [0,7 - 2,9 95% I.C.]	500
Région de Kaffrine	9,4 % [7,4 - 11,8 95% I.C.]	8,3 % [6,5 - 10,7 95% I.C.]	1,1 % [0,6 - 1,9 95% I.C.]	853
Région de Kaolack	7,0 % [5,6 - 8,7 95% I.C.]	6,2 % [4,8 - 8,1 95% I.C.]	0,7 % [0,3 - 1,6 95% I.C.]	690
Région de Kédougou	6,6 %	6,6 %	0,0 %	351

	[4,7 - 9,1 95% I.C.]	[4,7 - 9,1 95% I.C.]	[0,0 - 0,0 95% I.C.]	
Région de Kolda	8,4 % [5,8 - 11,8 95% I.C.]	7,3 % [5,1 - 10,6 95% I.C.]	1,0 % [0,4 - 2,4 95% I.C.]	490
Région de Louga	16,1 % [13,4 - 19,1 95% I.C.]	13,5 % [11,1 - 16,4 95% I.C.]	2,5 % [1,5 - 4,1 95% I.C.]	710
Région de Matam	16,5 % [14,0 - 19,3 95% I.C.]	13,4 % [11,3 - 15,9 95% I.C.]	3,0 % [2,3 - 4,0 95% I.C.]	1414
Région de Sédhiou	7,3 % [5,2 - 10,3 95% I.C.]	6,7 % [4,7 - 9,3 95% I.C.]	0,7 % [0,3 - 1,7 95% I.C.]	599
Région de Tambacounda	12,5 % [10,2 - 15,3 95% I.C.]	10,4 % [8,5 - 12,7 95% I.C.]	2,1 % [1,4 - 3,3 95% I.C.]	991
Région de Thiès	9,0 % [6,7 - 12,0 95% I.C.]	7,4 % [5,4 - 10,1 95% I.C.]	1,6 % [0,9 - 2,8 95% I.C.]	822
Région de Ziguinchor	6,5 % [3,7 - 11,1 95% I.C.]	5,7 % [3,1 - 10,4 95% I.C.]	0,7 % [0,2 - 2,9 95% I.C.]	279
Région de Saint Louis	14,7 % [12,8 - 16,8 95% I.C.]	12,4 % [10,8 - 14,2 95% I.C.]	2,3 % [1,6 - 3,2 95% I.C.]	1934

Dép Dagana	13,3 % [10,6 - 16,7 95% I.C.]	11,9 % [9,3 - 15,1 95% I.C.]	1,4 % [0,6 - 3,1 95% I.C.]	637
Dép Podor	18,2 % [15,3 - 21,5 95% I.C.]	14,9 % [12,5 - 17,7 95% I.C.]	3,3 % [2,2 - 5,0 95% I.C.]	899
Dép Saint Louis	8,8 % [6,0 - 12,8 95% I.C.]	7,5 % [4,9 - 11,5 95% I.C.]	1,3 % [0,4 - 3,6 95% I.C.]	398
Ensemble du pays	9,0 % [8,1 - 10,0 95% I.C.]	7,7 % [7,1 - 8,3 95% I.C.]	1,3 % [1,0 - 1,6 95% I.C.]	7309

ANNEXE 5 BIS . TABLEAU SPECIFIQUE DES PREVALENCES PAR REGION

Régions/Strates	MAG P/T<-2 z-score et/ou œdèmes [IC 95%]	MAM -3 ≤P/T< -2, sans œdèmes [IC 95%]	MAS P/T<-3 z-score et/ou œdèmes [IC 95%]	Effectifs N
Région de Louga	16,1 % [13,4 - 19,1 95% I.C.]	13,5 % [11,1 - 16,4 95% I.C.]	2,5 % [1,5 - 4,1 95% I.C.]	710
Région de Matam	16,5 % [14,0 - 19,3 95% I.C.]	13,4 % [11,3 - 15,9 95% I.C.]	3,0 % [2,3 - 4,0 95% I.C.]	1414
Région de Saint Louis	14,7 % [12,8 - 16,8 95% I.C.]	12,4 % [10,8 - 14,2 95% I.C.]	2,3 % [1,6 - 3,2 95% I.C.]	1934
Dép Podor	18,2 % [15,3 - 21,5 95% I.C.]	14,9 % [12,5 - 17,7 95% I.C.]	3,3 % [2,2 - 5,0 95% I.C.]	899

ANNEXE VI. TABLEAU DETAILLE DES PRINCIPAUX ET MENACES CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

Communes Etat	Dodji	Loumbol samba Abdoul	Fanaye	Payar
Acquis	Existence d'une unité de transformation laitière "Cerfla"	Cas de justice rendue après la rétention injuste de son cheptel après divorce	Des cas de traitement de litiges sur la propriété des femmes par la famille	- Parcelle de maraichage des femmes de la commune ; - appel à déposer demande de parcelles pour les autres groupements de la commune ; - Badiene Gokh conseillent les maris
Menaces	- Forte Introduction du lait en poudre	- Subsistance de Propriétés en bétail de femmes "englouties" dans le cheptel du mari - badiene GOKH ne reçoivent plus de convocation depuis la deuxième alternance - Beaucoup d'efforts physiques dans la journée coupe l'appétit des femmes le soir	- Pénétration de produits laitiers de toutes sortes jusque dans les familles des éleveurs ; - Alternance de saison pluvieuses et de saison sèches ;	- Beaucoup de menace autour du marché hebdomadaire : De multiples cas de vols de bétail ; Insécurité - Comportements propres à répandre les maladies tels que le sida
Contraintes	- Problèmes d'accès aux infrastructures (école, santé forage) de beaucoup de villages autour de Dodji	- inexistence d'une pièce d'état civil, qui rend difficile l'accès à tous les autres ; - services ; problèmes d'accès à la distribution des aliments, - absences aux formations sur les techniques d'élevage. Aucun enfant dans	- Une bonne partie de la production est perdue chaque année dû à une absence de moyens de conservation et de transformation	- Eloignement des services sociaux de base (hôpital) ; - première ambulance est arrivée en 2016 ; - village de Diatomée ou l'école créée depuis 1991 n'a enregistré depuis lors

Communes Etat	Dodji	Loumbol samba Abdoul	Fanaye	Payar
		le village de WORO SIIK ne va à l'école. Soins de santé à Ranérou ; vulnérabilité très forte en période soudure :	- déficit structurel de viande et de lait pour la consommation.	qu'une seule salle de classe.
Opportunités	-présence de la croix rouge et de bourses familiales	-Diversification des activités avec les parcelles de maraichage ; Plusieurs programmes économiques, nutritionnels des ONG ; Plusieurs programmes des réseaux de populations ; Plusieurs programmes hydrauliques :	- Résultat du jardin des femmes de Tatki a amélioré la consommation de produits de qualité et constat a été fait de la baisse considérable des maladies des enfants -Esprit d'entreprise féminin porte à porte de vente de produits maraichers à dos d'âne - Existence de petites entreprises de fabrication de 1 000 l fait baisser la charge de travail lié à l'approvisionnement en eau	grands projets infrastructures de Caritas, pepam, PDESOC, et petits équipements de secours islamique ; - forte présence des femmes au comité de gestion des forêts aménagées ; - forte présence des petites unités métalliques de fabrication des tricycles pour l'approvisionnement en eau

ANNEXE 6 BIS : ATOUTS EN CAPITAL HUMAIN DANS LES REGIONS ET ZONES ECO-GEOGRAPHIQUES

Matam, Présidente départementale du comité consultatif de la femme, plus l'expérience organisationnelle de l'association ADENA et du Réseau sous régional RBM, Tamba : présidente nationale de Dirfel ; Louga : Président de l'association pour l'émergence de Dodji.

PRINCIPAUX ATOUTS EN CAPITAL HUMAIN ET ORGANISATIONNEL

DIEYNAA SIDIBE PRESIDENTE DU DIRECTOIRE NATIONALE DES FEMMES



EN ELEVAGE

Parmi les personnes influentes qui tentent de faire évoluer le rôle et le statut de la femme, figure la Présidente actuelle du directoire des femmes en élevage et régionale des femmes de Tamba., également Vice-Présidente de l'Alliance Mondiale des populations mobiles et du pastoralisme.

Ancienne Animatrice rurale reconvertie dans l'entrepreneuriat et la transformation des produits laitiers, elle a un important capital humain et social. Avec les femmes éleveurs de la région de Tambacounda tout comme les membres de la Maison Des Eleveurs (MDE), elle a réussi la négociation de plusieurs projets fruits de conventions paraphées avec des institutions, organismes et ministères.

Avec l'ISRA et le FNRA, un projet de transfert de technologies en aviculture a été signé. Du côté d'ONU FEMME, une convention de partenariat avec le DIRFEL est paraphée. Cette convention aura trait à la lutte contre la pauvreté et les violences faites aux femmes basée sur le genre. Avec le ministère de la Femme, dans le cadre de l'allègement des travaux de la femme, cinq moulins sont acquis.

**AISSATA BABOU : PRESIDENTE
DU COMITE CONSULTATIF,
DEPARTEMENT DE RANEROU**



Au sein de la tutelle, le DREFEL va faire partie intégrante d'un grand projet d'élevage dans des domaines aussi variés que le pastoralisme, la croisade contre le vol de bétail, les feux de brousse, la reconstitution du cheptel à travers la santé animale, les infrastructures hydrauliques, l'opération de sauvegarde du bétail ou encore les programmes laitiers.

Des personnes influentes ont joué sur la transformation du rôle et statut des femmes. Parmi celles-ci la Présidente actuelle du Comité consultatif des femmes du département de Ranérou. Par ses connaissances, son expérience, les formations multiples en faveur des femmes, elle a contribué à la transformation des mentalités des femmes dans le département et toute la région de Matam.

Avec une formation de base de matrone, elle a été affectée à Ranérou en 2003. Son statut d'originaire de Matam (la ville) faisait qu'on la distinguait déjà des femmes de Ranérou (par essence, rurale et éleveur). De par son style d'habillement (quelquefois en pantalon) on la dénommait " femme de la ville ". Ses premiers contacts avec les femmes de Ranérou, sans droit à la parole, avec un statut qui exprime la misère, lui a fait prendre conscience de la nécessité de s'impliquer aux cotés des femmes. A partir des rencontres au centre de santé avec ces dernières, elle a décidé d'agir sur le terrain.

Ainsi le premier conflit et la première victoire ont eu lieu à la rencontre des populations avec le service de l'hydraulique en 1993. Il s'agissait de se prononcer sur la candidature d'une femme au comité de forage de Ranérou et l'idée n'était pas bien accueillie par les hommes. Un débat houleux s'en est suivi, avec comme sujet l'influence que les femmes de la ville veulent exercer sur les femmes rurales. La femme a été finalement élue grâce à la présence active et sans complexe de la "femme de la ville", mais comme figurante.

Le deuxième conflit et la deuxième victoire a eu lieu en 1994, quand il s'est agi de présenter la candidature de cette femme comme présidente. Durant le renouvellement du comité de forage, une femme originaire du village de Fourdou a présidé le comité de 2002 à 2012, avant d'être remplacée par un homme.

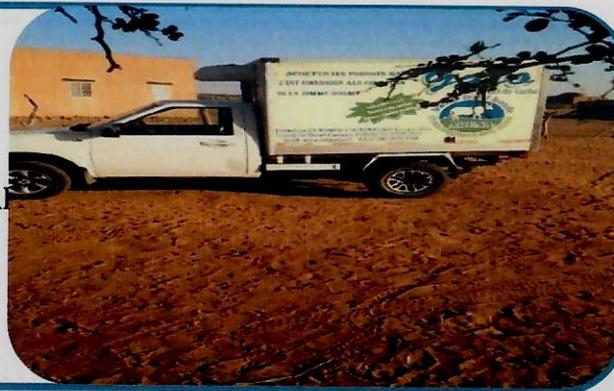
Elle s'est impliquée dans le développement et la vie politique en appuyant des femmes en politique et dans le développement avec la formation de plus de 3 000 femmes qui sont actuellement responsables d'organisations féminines, conseillères, membres de comité de gestion des écoles.

Seulement toute cette trajectoire s'est faite avec des impacts profonds sur sa vie de famille et tant que femme.

Elle a notamment formé près de 500 femmes dans la fabrication du "Boudi Cossom" fromage local.

Titulaire de près de 24 attestations lors de formations diverses dans l'alphabétisation, environnement, la vie politique etc. Elle est actuellement dans le domaine de l'entreprise familiale avec trois volets : le maraichage familial, l'exploitation du sump et la transformation du lait. Elle constitue un atout en termes de ressources humaines et de capital social.

**ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT
DE NAAMAREL
(ADENA) RESEAU SOUS REGIONALBELLITA
MAROOBE**



Le réseau d'organisations d'éleveurs et de pasteurs de 9 pays en Afrique de l'Ouest et du centre –**RBM**– est constitué de 7 pays francophones, (Mali, Burkina Faso, Niger, Bénin, Togo, Mauritanie, Sénégal, Nigéria, bientôt Gambie et Ghana, sous la couverture de la CEDEAO. L'idée de la mise en place est née du constat que dans le contexte de la dévaluation du franc CFA, les pays qui se sont appuyés sur le pastoralisme s'en sont mieux sortis. Le processus de mise en place a été appuyé par Oxfam, mais aussi avec l'influence de projets/programmes de la SODESP, du PAPEL, des services du Ministère de l'élevage et de la FAO et la participation d'intellectuels fils du terroir, basés sur place et à Dakar. L'objectif du réseau est la mise en place d'un système de gestion du pastoralisme au niveau stratégique de la CEDEAO.

Les principales activités sont la recherche-action, l'anticipation sur le futur, vu le contexte des réformes législatives en cours dans plusieurs pays, les débats à travers la radio rurale. Des antennes existent dans les autres zones éco-géographiques concernées par le pastoralisme.

L'association pour le développement de Namarel (ADENA) est la composante nationale du réseau. Elle est constituée par un ensemble de 22 OCB créées par les ressortissants de la zone dont une à Dakar qui constitue le pendant urbain de l'organisation. Depuis le début, les femmes ont fait partie du membership. Elles sont présentes dans toutes les activités notamment les fonctions d'auxiliaires-vétérinaires et d'animatrices du secteur pastoral et d'alphabétiseurs. La principale activité de l'association est l'accroissement de la production laitière. La finalité est la valorisation du rôle de la femme dans le lait, principale ressource qui fait vivre les éleveurs et leur famille. A l'actif de l'association, la production d'un module sur le pastoralisme.

Membres du CNCR et de la FENAFILS, l'infiltration du lait en poudre constitue la principale source d'inquiétudes des membres de l'association.

Principaux animateurs : Aliou Samba BA pour le réseau RBM ; Moustapha Dia pour ADENA avec l'appui d'un pool d'animatrices femmes

DIABELGUEYE : PRESIDENT DE L'ASSOCIATION DES JEUNES POUR L'EMERGENCE DE DODJI



Parmi les personnes influentes qui jouent un rôle de leader dans leur localité, il y'a des jeunes gens et jeunes filles qui promettent de s'engager dans l'amélioration de l'avenir de leur terroir. Parmi ceux-ci les membres de l'association pour l'émergence de Dodji.

Par les sessions de capacitations diversifiées auxquelles ils ont participé, la connaissance approfondie de leur terroir, leur engagement à rester dans leur terroir, ils contribuent à la transformation des mentalités des jeunes garçons et filles à travers leur association. La participation du Président comme conseiller dans la communauté rurale, puis dans la mutuelle de santé actuelle font de lui un jeune sur qui on peut compter.

De niveau d'études moyen, son expérience s'est basée sur la gestion de l'entreprise familiale de fabrication des bijoux, dont les commandes viennent principalement des femmes éleveurs. La garde des bijoux précieux qu'il assure pour les femmes éleveurs transhumantes lui a permis de développer une maîtrise des mouvements aller-retour de la transhumance et des inter-relations entre les sous-secteurs de l'économie locale et le secteur du pastoralisme. En effet il a réussi à mettre en exergue la coïncidence du retour des transhumants avec le regain des activités économiques locales (redoration des bijoux des femmes, réparation des équipements et charrettes, plus de commandes pour les tailleurs, les menuisiers, plus de sessions pour les chanteurs et danseurs et laudateurs, donc la période des loisirs etc....).

Ses différents statuts d'acteur dans l'élevage, de jeune entrepreneur bijoutier, militant du développement et de chargé de sécurité de ce qui est le plus cher aux femmes –leurs bijoux- ont fait de lui une personne de confiance, dont l'engagement dans la conscientisation du rôle des femmes pourrait avoir des effets positifs.

ANNEXE VII : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Elle suit celle des structures et personnes rencontrées.

7.1. REGION DE LOUGA

STRUCTURES	LOCALITES LOUGA	MISSIONS ET TACHES
STRUCTURES ETATIQUES	Service régional de l'élevage de Louga	<p>Entre autres est chargée de l'application dans la région</p> <p>= des stratégies de promotion et de développement des filières de production ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ de la mise en œuvre des stratégies de gestion et d'aménagement de l'espace pastoral, notamment en relation avec les collectivités locales et les organisations d'éleveurs ; ▶ des stratégies et de la mise en œuvre des plans d'actions pour la sécurisation de l'élevage pastoral ; ▶ de la mise en œuvre des stratégies et actions d'appui aux producteurs et aux organisations socioprofessionnelles.
	Service départemental de l'élevage de Linguère	Applique la mission du service régional au niveau du département
	Préfecture de Linguère	Applique les missions et responsabilités du gouverneur au niveau département
Autorités communautaires	Assistant communautaire (ancien secrétaire municipal	<p>-Assiste le Maire et son conseil municipal dans l'exécutif de ses taches</p> <p>-assiste le Maire dans a planification des actions de développement, la préparation des conseils municipaux, et le budget</p>

STRUCTURES	LOCALITES	MISSIONS ET TACHES
	LOUGA	
Structures étatiques	Programme PASA Lumakaf	<p>Le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine (PASA Lou-Ma-Kaf) vise l'accroissement de la productivité agricole dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine. Ces zones ont été retenues en raison de leur niveau de pauvreté élevé.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incidence de pauvreté entre 45,2% et 63,8%. • Taux de malnutrition aigüe globale: 11 et 14%
ONG	Agronomes et Vétérinaire sans frontières (AVSF)	AVSF met au service des communautés paysannes menacées par l'exclusion et la pauvreté, les compétences de professionnels de l'agriculture, de l'élevage et de la santé animale. AVSF soutient ainsi leurs initiatives pour obtenir de meilleures conditions de vie, gérer durablement les ressources naturelles
	CERFLA	Centre d'études, de recherches et de formation en langues africaines (CERFLA)
OPE / acteurs communautaires	Association nationale "Entente pour le développement des éleveurs du Sénégal (ANEDS)	Organisation mixte de producteurs, a pour objectifs promotion et la défense des intérêts de ses membres
	GIE des éleveurs de Djodjweddtignoli	Organisation mixte de producteurs, a pour objectifs promotion et la défense des intérêts de ses membres
	Unité de transformation Cerfla	Unité expérimentale financé par le centre d'études, de recherches et de formation en langues africaines (CERFLA)
	FeddeJokereandam	Organisation mixte de producteurs, a pour objectifs promotion et la défense des intérêts de ses membres

STRUCTURES	LOCALITES		MISSIONS ET TACHES
	LOUGA		
Autorités administratives	Sous-préfet	de Dodji	Comme le Gouverneur à la tête de la région, il détient le pouvoir exécutif dans le département. Il répond à l'autorité supérieure du gouverneur et du chef de l'État et appuie l'application de la politique gouvernementale dans le département
	Atelier de bijouterie	de Dodji	Ouvrier spécialisé dans la fabrication des bijoux des femmes, joue le rôle d'intermédiaire dans l'achat et la revente de matières premières, mais surtout Rôle de sécurisation des bijoux des femmes en milieu pastoral, notamment durant les déplacements ; assure les services de nettoyage des bijoux au retour,
OPE	Départemental	de dirfel	Conduit la stratégie des actions élaborés par les femmes éleveurs et pasteurs, préside les rencontres et défend les intérêts des femmes éleveurs
	MDE		Conduit la stratégie des actions élaborés par les éleveurs et pasteurs, préside les rencontres et défend les intérêts des membres.

7.2. REGION DE TAMBACOUNDA

STRUCTURES	LOCALITES	DESCRIPTION DE LA MISSION ET DES ACTIVITES
	TAMBA	
SERVICES ETATIQUES	Gouvernance	Le Gouverneur est la personne qui détient le pouvoir exécutif dans une région. Il répond à l'autorité supérieure du chef de l'État et appuie l'application de la politique gouvernementale
	Service régional de l'élevage	Entre autres est chargée de l'application dans la région = des stratégies de promotion et de développement des filières de production ; ▶ de la mise en œuvre des stratégies de gestion et d'aménagement de l'espace pastoral, notamment en relation avec les collectivités locales et les organisations d'éleveurs ; ▶ des stratégies et de la mise en œuvre des plans d'actions pour la sécurisation de l'élevage pastoral ; ▶ de la mise en œuvre des stratégies et actions d'appui aux producteurs et aux organisations socioprofessionnelles.
	PDESOC	<u>Ligne de financement islamique a pour missions entre autres</u> ❖ <u>Appui aux services de vaccination ;</u> ❖ Amélioration génétique ❖ Alimentation bétail ❖ Gestion des ressources naturelles ❖ Recherche-développement
	Chef de service départemental	Appuie le responsable du service régional de l'élevage dans l'application de sa mission
	Maire e la Commune de Payar	Le Maire et son conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il doit assurer à l'ensemble de la population, sans discrimination, les meilleures conditions de vie.

STRUCTURES	LOCALITES	DESCRIPTION DE LA MISSION ET DES ACTIVITES
	TAMBA	
		Il intervient plus particulièrement dans le domaine de la planification et de la programmation du développement local et de l'harmonisation de cette programmation avec les orientations régionales et nationales
	Poste vétérinaire de Payar	Appuie au niveau décentralisé le responsable régional du service de l'élevage
	Service régional des eaux et forêts	Chaque Service régional est chargé de : <ul style="list-style-type: none"> • représenter la DEFCCS au niveau régional ; • élaborer les programmes forestiers régionaux relatifs à la protection et à l'aménagement des forêts, à la chasse et à l'aménagement des aires protégées; • exécuter le programme forestier et appliquer la réglementation en matière forestière et de chasse; • exercer les actions et poursuites en matière de police forestière et de chasse conformément à la réglementation en vigueur.
	Programme PADAER	<p>Objectif général :</p> <p>Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <p>Améliorer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs).</p> <p>· Créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes.</p>
	Président de la Commission domaniale de Payar	Agit au nom du conseil chargé de la gestion des terres du domaine national en milieu rural
	Secrétaire Municipal de Payar	-Assiste le Maire et son conseil municipal dans l'exécutif de ses tâches -assiste le Maire dans la planification des actions de développement, la préparation des conseils municipaux, et le budget

STRUCTURES	LOCALITES	DESCRIPTION DE LA MISSION ET DES ACTIVITES
	TAMBA	
	Président du comité de santé de Payar	Préside le fonctionnement du comité de santé, notamment l'Assemblée Générale doit comprendre les délégués des différentes composantes de la société (les femmes, les jeunes, les religieux, les groupes socio-professionnels.)
	Présidente de la plateforme des femmes de Tamba	Représente la Plateforme nationale des femmes autour du Plan Sénégal émergent (Pse) dans les régions. C'est pour ainsi motiver sa décision de s'impliquer entièrement dans le déroulement de ce concept mis en place par le Président de la république
Organisation des éleveurs	MDE	Conduit la stratégie des actions élaborés par les éleveurs et pasteurs, préside les rencontres et défend les intérêts des membres.

7.3. SAINT LOUIS

STRUCTURES	LOCALITES	DESCRIPTION DE LA MISSION ET DES ACTIVITES
	SAINT LOUIS	
SERVICES ETATIQUES	Service régional de l'élevage	Entre autres est chargée de l'application dans la région = des stratégies de promotion et de développement des filières de production ; ▶ de la mise en œuvre des stratégies de gestion et d'aménagement de l'espace pastoral, notamment en relation avec les collectivités locales et les organisations d'éleveurs ; ▶ des stratégies et de la mise en œuvre des plans d'actions pour la sécurisation de l'élevage pastoral ; ▶ de la mise en œuvre des stratégies et actions d'appui aux producteurs et aux organisations socioprofessionnelles.
	Service départemental de l'élevage de Podor	Appuie au niveau décentralisé du département le responsable régional du service de l'élevage
	Poste élevage de Tillé boubacar	Appuie au niveau décentralisé le responsable régional de l'élevage

STRUCTURES	LOCALITES	DESCRIPTION DE LA MISSION ET DES ACTIVITES
	SAINT LOUIS	
	Sous-Préfecture	Comme le Gouverneur et le Préfet détient le pouvoir exécutif dans une région. Il répond à l'autorité supérieure du chef de l'État et appuie l'application de la politique gouvernementale
	Commune de fanaye	Le Maire et son conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il doit assurer à l'ensemble de la population, sans discrimination, les meilleures conditions de vie. Il intervient plus particulièrement dans le domaine de la planification et de la programmation du développement local et de l'harmonisation de cette programmation avec les orientations régionales et nationales
	Centre de santé de TATKI	Applique les stratégies Gouvernementales en matière de santé au niveau décentralisé
ONG	Ecole de TATKI	Intégration des enfants du milieu pastoral dans le système éducatif
	Association pour le développement de Namarel Bureau à Ndioum (ADENA)	Promotion du développement local ; stratégies adaptées de développement en milieu pastoral
	Réseau des éleveurs de la CEDEAO Bellital Maroobe Bureau à Ndioum	En collaboration avec neuf pays francophones et anglophones d'Afrique de l'Ouest Elaboration de stratégies d'information axée sur les nouvelles technologies d'information Suivi des questions de changement climatique
	Commission hydraulique et assainissement de fanaye	Chargée des questions d'hygiène et d'assainissement au sein de la commune
	Commission femmes de la commune de tillé boubacar	Chargée des questions des femmes en relation avec le développement économique et social
	MDE	Conduit la stratégie des actions élaborés par les éleveurs et pasteurs, préside les rencontres et défend les intérêts des membres.
	Comité ASUFOR	Comité chargée de la distribution, de la gestion du forage et de la maintenance des équipements

STRUCTURES	LOCALITES	DESCRIPTION DE LA MISSION ET DES ACTIVITES
	SAINT LOUIS	
Personnes ressources	Matrone du centre à la retraite	En Charge des questions de sensibilisation sur les questions de santé de la reproduction.

7.4. REGION DE MATAM

STRUCTURES SERVICES ETATIQUES	LOCALITES	MISSIONS ET TACHES
	Service départemental de l'élevage	Voir même acteur plus haut
	Chef de poste élevage de younouféré, basé à Ranérou	Voir même acteur plus haut
	Service de l'hydraulique	Chargée de la mise en œuvre des stratégies du gouvernement en matière d'accès des populations à la ressource eu, au niveau régional et départemental
	Préfecture de Ranérou	Voir même acteur plus haut
	Commune d'Oudallaye	Voir même acteur plus haut
	Service régional de l'élevage	Voir même acteur plus haut
	Services de l'action sociale de matam	Chargée de la collecte des données sur la vulnérabilité n du suivi des dossiers et de l'information des personnes concernées
ONG	Action contre la faim (ACF)	
OPE	Ferlo vert	Groupement de femmes, investie dans la gestion de l'environnement et le reboisement
	Femme entrepreneure	Initiatrices d'activités génératrices de revenus dans le domaine de l'élevage et des sous-produits
	Dirfel départemental	Entre autres objectifs Permettre l'intégration des femmes-éleveurs dans les processus de décision; Améliorer les connaissances des artisans en matière de production de ressources animales; Promouvoir les activités génératrices de revenu en zone rurale et développer l'emploi des femmes dans le secteur de la transformation et de conservation des produits d'origine animale;

STRUCTURES SERVICES ETATIQUES	LOCALITES	MISSIONS ET TACHES
	MDE De Ranérou	Conduit la stratégie des actions élaborés par les éleveurs et pasteurs, préside les rencontres et défend les intérêts des membres.

ANNEXE 8 : PRINCIPAUX DOCUMENTS CONSULTES

ANNEXE 9 : *Tableau des effectifs de conseillères dans les collectivités locales*

COLLECTIVITES LOCALES	CONSEILLERES FEMMES	CONSEILLERS HOMMES
Fanaye	28	28
Dodji	23	23
Payar	20	20
Oudallaye	23	23

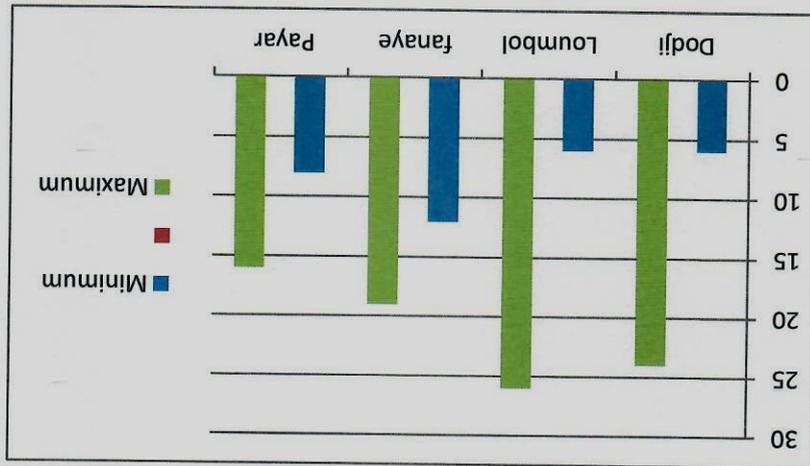
ANNEXE 10 : FIXATION DES JOURS DE MARCHÉ HEBDOMADAIRE

Régions	Commune	Jour du marché hebdomadaire ou louma
Louga	Dodji	Mercredi
Matam	Loumbol Samba Abdoul/Oudallaye	-dendoudodo : samedi -mbam : lundi -nawre : dimanche -Nakara: samedi -
Saint Louis	Fanaye	-Fanaye :jeudi -tatki: samedi
Tambacounda	Payar	Jeudi : payar Loumbi: samedi

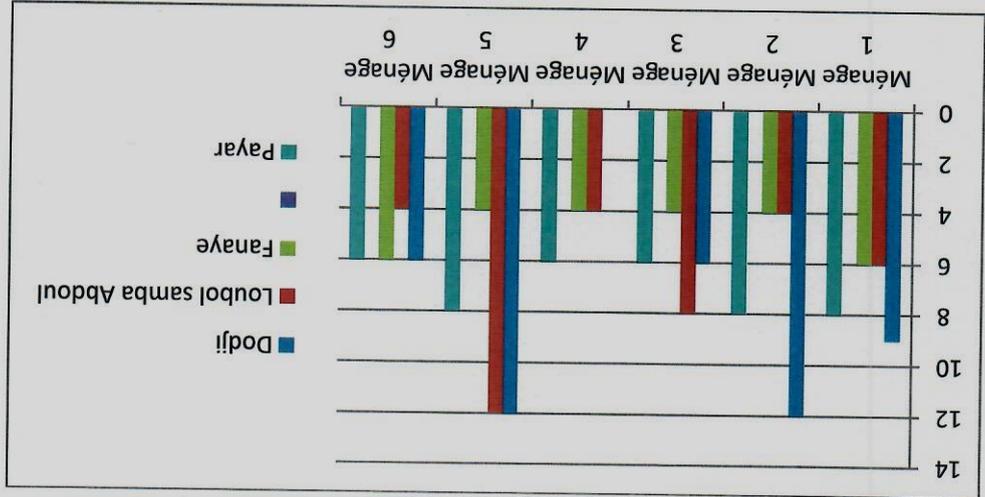
ANNEXE 11 : PRINCIPAUX DIAGRAMMES DES TABLEAUX STATISTIQUES

ANNEXE 111.gramme des effectifs minimum et maximum des familles

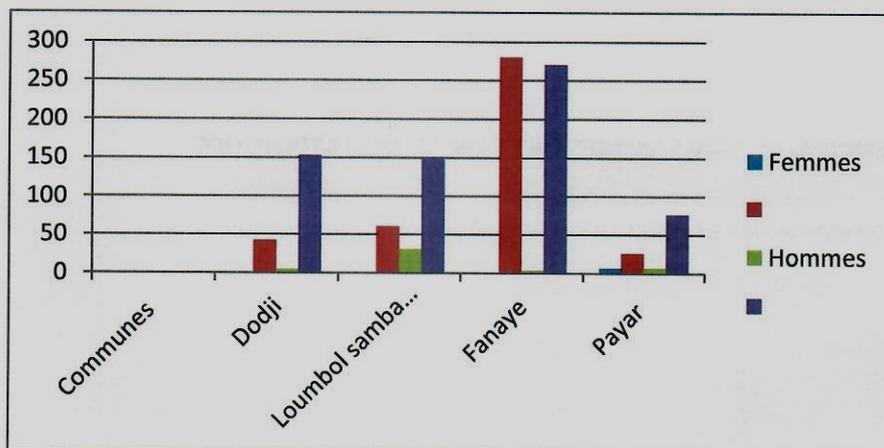
Svoir le
graphique
en annxe
111.)



112. Diagramme du temps de travail journalier des femmes dans les 4 communes étudiées



113. Graphique des effectifs minimum et maximum de bétail



ANALYSE DIAGNOSTIQUE DU ROLE DE LA FEMME EN MILIEU PASTORAL
ATELIER DE RESTITUTION DES RESULTATS DE L'ETUDE

Dakar le 16 Février 2017

Termes de référence

I. Contexte de l'atelier

Dans le cadre du projet GCP/SEN/059/SPA « Petite hydraulique villageoise dans le bassin Arachidier » l'Espagne, par le biais de la FAO, a appuyé le Gouvernement du Sénégal dans la promotion de petites opérations dans les villages, axées sur la maîtrise de l'eau, avec comme objectifs majeurs de contribuer à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et de favoriser la fixation des jeunes au sein de leurs terroirs.

Ce projet, qui s'inscrivait dans le cadre d'une initiative régionale (IESA I), a été mis en œuvre de juin 2007 à juin 2013 et a donné des résultats satisfaisants.

Dans le cadre de la seconde phase du projet régional GCP/RAF/464/SPA (IESA II) qui a démarré en 2014, des études pastorales sont envisagées au niveau de différents pays dont le Sénégal.

De telles études devraient permettre d'orienter la conception et la mise en œuvre d'interventions plus ciblées dans le domaine du pastoralisme.

C'est dans ce cadre que la présente étude, relative à l'analyse diagnostique du rôle de la femme en milieu pastoral, a été initiée.

II. Objectifs

Objectif général :

L'étude a pour objectif général de dresser la situation exhaustive du rôle de la femme en milieu pastoral particulièrement dans les zones traditionnellement pastorales (des régions de Louga, Saint-Louis, Matam et Tambacounda).

Objectifs spécifiques :

L'étude touchera plus particulièrement les domaines ci-après :

- l'accès des femmes du milieu pastoral aux moyens de production, notamment le cheptel, le foncier, les pâturages et la création d'actifs productifs ;
- les activités spécifiques gérées par les femmes dans les zones pastorales et leurs liens avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages pastoraux;
- la situation des activités génératrices des revenus exercées par les femmes en milieu pastoral ;
- la situation de l'environnement politique des femmes en milieu pastoral et sa sensibilité au genre ;
- la situation et la position de la femme dans la société pastorale en ce qui concerne : 1) la considération de la femme au sein du foyer, de la communauté ; 2) le niveau de contrôle des femmes sur les biens du ménage (production, outils, animaux, champs, etc.); 3) niveau de prise de décisions à tous les niveaux ;
- les contraintes liées à la participation des femmes en milieu pastoral aux prises de décisions à tous les niveaux (ménage, village, commune, département, région)
- les moyens et les revenus des femmes en milieu pastoral pour sécuriser leurs moyens de subsistance ;
- le leadership et la participation des femmes en milieu pastoral au sein des instances de prise de décision et dans les institutions rurales, ainsi que dans l'élaboration des lois, des politiques et programmes ;
- la situation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes en milieu pastoral ;
- les facteurs de risque auxquels les femmes en milieu pastoral sont confrontées ainsi que les mécanismes de prévention et de gestion des crises/catastrophes et conflits;
- l'accès et l'utilisation des services sociaux de base par les femmes en milieu pastoral;
- l'identification et l'analyse des barrières à l'amélioration des revenus des femmes, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu pastoral et les solutions proposées pour y remédier ;
- les besoins d'appui spécifiques aux femmes en milieu pastoral, y compris sur les aspects institutionnels

III. Résultats attendus

- La situation de la femme en milieu pastoral au Sénégal est partagée ;
- Des recommandations sont faites pour améliorer la situation et le rôle de la femme en milieu pastoral.

IV. Approche méthodologique

L'organisation de l'atelier s'inscrit dans le cadre d'une dynamique de réflexion entamée au sein de chaque structure, ayant pour objectif de capitaliser à partir d'expériences pertinentes, les outils susceptibles d'intégrer le processus.

L'atelier sera l'occasion de partager en plénière ces outils, de les améliorer le cas échéant, en vue de les tester au niveau de quelques communes pilotes.

V. Date, lieu et agenda de l'atelier

Date : le jeudi 16 février 2017

Lieu : Hôtel « Résidences Mamoune », 10553, Sacré Cœur 3 Extension, VDN, Dakar.

Agenda de l'atelier « Analyse diagnostique du rôle de la Femme en milieu pastoral »

Heure	Session	Responsable
8:30-09:00	Accueil des participants/ Inscription	FAO
9:00-9:30	Cérémonie d'ouverture -Discours de bienvenue du Représentant FAO/Sénégal -Discours du Représentant de la Coopération Espagnole -Discours d'ouverture du Ministre de l'Elevage -Suspension de séance pour le retrait des officiels	Autorités
9 : 40-10 :00	Introduction de l'atelier -Présentation des participants -Présentation des termes de référence de l'atelier	Organisateurs
10 :00-10 :30	Session 1 : Présentation de l'expérience du RBM Sénégal sur le pastoralisme et le genre /questions réponses	RBM
10 :30 -11 : 00	Pause-café	
11:00-11:30	Session 2 : Présentation du plan d'action pastoralisme et genre du PRAPS-Sénégal/ questions réponses	PRAPS
11:30-12 :00	Session 3: présentation sur la Plateforme de Connaissance Pastorale /questions réponses	FAO/ HQ
12 : 00-13 :00	Session 4 : Présentation des résultats de l'analyse diagnostique sur le rôle de la femme en milieu pastoral	Consultante
13 : 00 -14 :45	Pause déjeuner/ prière	
14 :45-15 :45	Discussions/débats	Bureau de séance
15: 45-16 :00	Pause-café	Participants
16 :00-16 :30	Synthèse et clôture de l'atelier	Autorités